



Sortie de crise: le dilemme de l'Europe

[Final]

Martin Rømer

Michal Mlcousek

Octobre 2012

Table des matières

Table des matières.....	3
Préface.....	5
Introduction.....	7
1. Le rôle positif de l'éducation en période de crise.....	7
2. Crise de la démocratie: la Troïka.....	10
Le FMI était dans l'erreur.....	11
L'érosion de la démocratie.....	11
3. La gouvernance économique européenne et l'émergence d'un nouveau traité européen.....	12
Renforcement de l'emprise sur les politiques fiscales nationales.....	12
Vers une union politique.....	13
4. Une catastrophe sociale dans le contexte d'une intégration plus poussée.....	14
5. Une évolution constatable à l'échelle planétaire : « Les hommes d'Etat se maintiennent ou chutent en fonction de la manière dont ils perçoivent les tendances ».....	16
6. Qu'est-ce qui nous a menés dans cette situation et quelles épreuves devons-nous encore subir ?.....	16
7. Ampleur de la dette : repousser les limites du paradigme dominant.....	18
8. Protéger l'éducation contre les risques : répartition inégale des revenus et budgets mis à mal.....	19
9. Choisir des solutions de rechange : « Ne négocions jamais avec nos peurs, mais n'ayons jamais peur de négocier ».....	24
Se réapproprier la démocratie et réglementer le secteur financier.....	26
10. Mesures en faveur d'une nouvelle économie.....	27
11. Conclusion.....	29
Bibliographie.....	30
Annexe 1.....	34

Préface

Le présent document est un document de fond pour la Conférence du CSEE des 26, 27 et 28 novembre 2012 à Budapest. Il ne reflète pas nécessairement la politique officielle du CSEE et les participants ne sont pas invités à l'adopter.

L'objectif du document est exposé dans les lignes qui suivent:

- contribuer au débat thématique sur la crise économique et financière qui aura lieu à la Conférence ;
- présenter une perspective macro-économique sur la crise et expliquer pour quelles raisons les mesures d'austérité ne mettent pas fin à la crise en Europe mais débouchent au contraire sur l'érosion de la démocratie et le renforcement des inégalités ;
- inciter les organisations membres du CSEE à prendre part au débat qui se déroule au plan macro-économique lequel, sous de nombreux aspects, détermine le cadre, les possibilités et les paramètres balisant le secteur public et le secteur de l'éducation ;
- expliquer de quelle manière la crise économique en Europe s'est muée d'une crise financière en une crise de la dette souveraine pour se transformer progressivement en une crise sociale ;
- expliquer les différentes mesures qui ont déjà été prises, spécialement par les Etats membres de la zone euro ;
- démontrer et expliquer de quelle manière le débat actuel sur la stratégie de sortie de la crise renforce l'intégration européenne dans le domaine de la gouvernance économique et financière ;
- suggérer des éléments de discussion concernant les nouvelles politiques en matière d'économie durable ;
- mettre en pleine lumière le dilemme lié au partage de la dette souveraine, ou d'une partie de celle-ci, qui débouche sur une intégration politique plus poussée, voire sur la création d'une fédération européenne d'Etats.

Il est généralement admis que, pour mettre fin à la crise qui sévit en Europe, il serait nécessaire d'en partager le fardeau en toute solidarité. Cependant, le dilemme semble tenir en ceci qu'une solution fondée sur la solidarité nécessiterait également une intégration plus poussée de l'Europe. Les liens avec les documents originaux sont donnés dans le texte, de même que la bibliographie.

Octobre 2012

Martin Rømer

Michal Mlcousek

Sortie de crise: le dilemme de l'Europe

Introduction

L'ordre économique et politique mondial allait se modifier de manière irréversible après le 11 septembre 2001 à 8h46 du matin (heure de New York), et de même son infrastructure financière ne pourra plus être évaluée de la même manière après 1h45 (heure de New York) le 15 septembre 2008, jour de la chute de Lehman Brothers qui marque le début de la crise économique et financière sans précédent qui en a résulté.

Ces événements ont jeté à bas les convictions inébranlables de notre civilisation sur les marchés financiers et la gouvernance économique. Certains font valoir que, 80 ans après la crise des années 1930, aucune interprétation ne se dégage encore quant à ses causes (Fitoussi). Cependant, et en dépit de la complexité incroyable de la crise qui sévit depuis 2008, il ne fait pas de doute qu'un paradigme dominant a été mis à mal et que le fondamentalisme néo-libéral concernant les marchés ne saurait rester valable. Par-dessus-tout, cette crise « a détruit la confiance dans la profession économique ». En conséquence, le monde est entré dans une ère où « les gens commencent à mettre en question le paradigme dominant », estime Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie (« [An Introduction](#) »).

Alors que la jeunesse en colère et sans emploi proteste d'Athènes à Madrid et à Lisbonne, et que les budgets de l'éducation sont mis à l'épreuve, jamais il n'est apparu plus urgent de tirer la sonnette d'alarme quant à la situation de l'éducation et de la formation publiques de qualité.

1. Le rôle positif de l'éducation en période de crise

Bien que la Banque mondiale ait été associée aux programmes d'ajustement structurel, cette institution a reconnu récemment l'importance du secteur de l'éducation en période de crise économique. [Les options politiques émanant du Réseau pour le développement humain de la Banque mondiale](#) concluent que « les programmes axés sur la demande dans le domaine de l'éducation peuvent atténuer les effets les plus lourds de la crise économique (Banque mondiale VII). Accorder la priorité aux investissements dans l'éducation assurera que les connaissances et les savoir-faire acquis par l'éducation seront le moyen par excellence pour relancer l'activité économique. Cependant, cette affirmation doit être recadrée avec d'autres politiques de la Banque mondiale, qui sont défavorables au secteur de l'éducation, mettant souvent l'accent sur les conditions du crédit, le salaire en fonction de l'évaluation et le salaire au mérite, l'augmentation de la population par classe, qui passerait à 60 élèves, et d'autres mesures encore.

D'ici 2020, l'Europe aura besoin selon les estimations d'un nouvel apport de 16 millions de travailleurs hautement qualifiés et de 12 millions de travailleurs moins qualifiés. Elle ne pourra atteindre ce chiffre sans consentir d'urgence des investissements soutenus dans l'éducation et sans recruter massivement des enseignants. En période de ralentissement économique, les ménages sont confrontés à la nécessité de plus en plus pressante de gagner de quoi vivre, une situation qui engendre la baisse de la fréquentation scolaire, l'abaissement du niveau des élèves et l'accroissement du taux d'abandons scolaires. Pour cette raison, investir par priorité dans l'éducation en période de crise contribue à ce que « les populations pauvres et vulnérables soient en mesure de continuer à fréquenter l'école », et que les enseignants soient payés en temps voulu et reçoivent leur plein salaire (Banque mondiale 11). La Banque mondiale fait ici référence au constant selon lequel tout retard au paiement des salaires des enseignants incite de plus en plus vivement ces derniers à s'assurer des sources de revenus supplémentaires, ce qui a des incidences négatives sur l'offre de services éducatifs. Les étudiants doivent acquérir des connaissances et se doter des savoir-faire requis pour qu'ils puissent apporter leur contribution à la société et renforcer l'économie fondée sur la

connaissance. Les investissements consentis en faveur des enseignants sont donc un vecteur du renforcement de la croissance économique et atténuent les conséquences négatives de la crise sur la société.

En outre, les travailleurs qui ont reçu une meilleure éducation sont mieux en mesure de s'assurer des revenus réguliers en période de ralentissement économique. Le rôle positif que joue l'éducation dans la protection des groupes vulnérables ne saurait être sous-estimé. Le rapport demande la mise à disposition de « subventions financières supplémentaires en appui aux écoles à risques situées dans les zones qui sont le plus durement frappées par la crise » (Banque mondiale 14). Une telle politique est de nature à stabiliser le nombre d'inscriptions dans les écoles, en particulier dans les communautés les moins favorisées, faute de quoi la décision serait prise d'introduire des droits d'inscription.

Depuis 2007, le recrutement de nouveaux enseignants n'a pas évolué dans la même proportion que l'augmentation du nombre d'élèves inscrits dans les écoles et n'a pas été adapté non plus aux besoins découlant de ces inscriptions (OIT, *Impact* 7; *Le point sur* 3). Inverser cette tendance en investissant plus largement dans le recrutement, la formation et le maintien en service des enseignants aurait une incidence positive sur la pérennité de l'économie fondée sur la connaissance. Au plan mondial, l'UNESCO estime dans [son Rapport mondial de suivi sur l'EPT pour 2011](#) que « 1,9 million de nouveaux enseignants seront nécessaires d'ici 2015 » pour réaliser l'enseignement primaire universel (UNESCO 1). Ce sont approximativement 15 millions d'éducateurs du niveau secondaire qui seront nécessaires pour réaliser l'éducation secondaire universelle (Nordstrum 32).

La publication [Chiffres clés de l'éducation 2012](#), un document de référence d'Eurydice¹, attire l'attention sur la grave pénurie d'enseignants qualifiés pour les matières essentielles. 15% de l'ensemble des élèves âgés de 15 ans en Europe ont suivi des cours dans des écoles où la pénurie d'enseignants qualifiés pour les sciences et les mathématiques rendait problématique l'enseignement de ces disciplines. Plus de 40% des élèves de 15 ans en Belgique (Communauté française), en Allemagne, au Luxembourg et en Turquie fréquentaient des écoles frappées par une pénurie d'enseignants. Le pourcentage atteint près de 80% dans le cas des mathématiques au Luxembourg (Eurydice 113). En Belgique (Communauté germanophone et Communauté flamande), aux Pays-Bas, au Royaume-Uni (Angleterre, pays de Galles et Irlande du Nord) ainsi qu'en Islande et au Liechtenstein, le pourcentage d'élèves inscrits dans des écoles ayant indiqué une pénurie d'enseignants qualifiés pour les cours de sciences, de mathématiques ou de la langue d'instruction était de 20 à 40% pour le groupe d'âge considéré (voir fig. 1).

¹ Eurydice est un réseau fournissant des informations et une analyse sur les systèmes et les politiques d'éducation en Europe. Il est coordonné et géré par l'Agence exécutive « Education, audiovisuel et culture ».

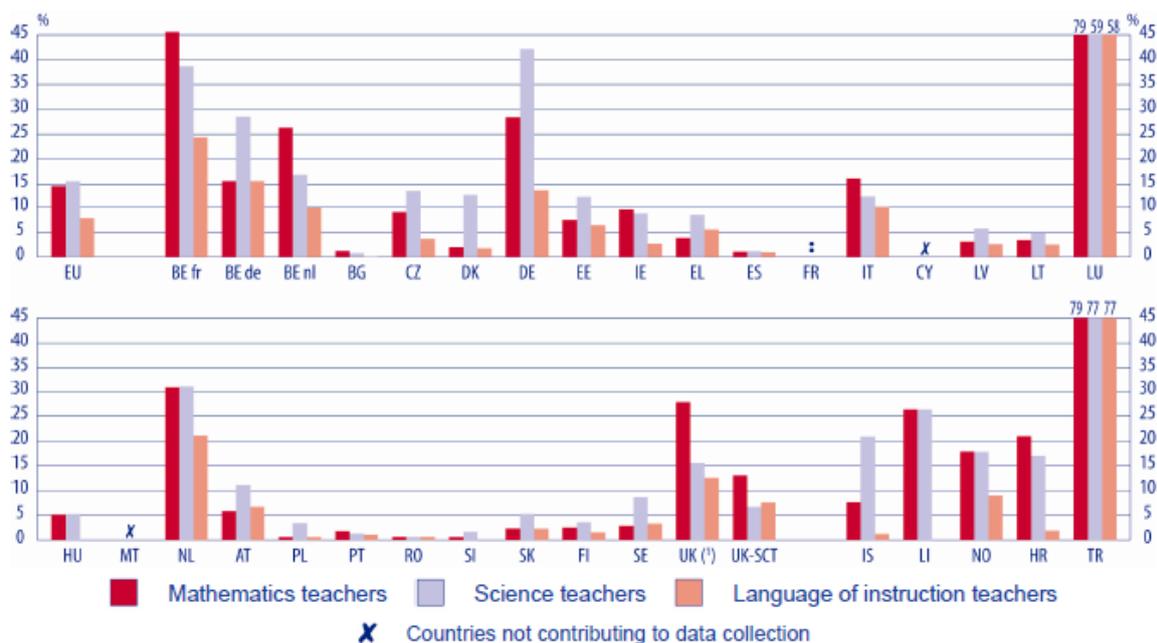


Figure 1. Pourcentages d'élèves de 15 ans inscrits dans des écoles où l'enseignement des matières essentielles est problématique en raison de la pénurie d'enseignants qualifiés, 2009 (Eurydice 113).

Cependant, la politique d'éducation ne peut être restreinte à la satisfaction des besoins en évolution du marché de l'emploi, pas plus qu'elle ne devrait viser à modeler l'emploi en fonction de certaines industries. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) reconnaît que l'éducation doit être considérée dans le cadre d'une « [approche holistique et dans une perspective s'étendant tout au long de la vie](#) » (CEE-ONU 38). En période de crise, le rôle positif de l'éducation est donc mis spécifiquement en relief.

Dans leur [Déclaration commune](#) du 18 janvier 2011, le CSEE et la FEEE, qui sont les partenaires sociaux de l'éducation en Europe, ont affirmé que la voie à suivre par l'Union européenne (UE) est celle de l'économie pilotée par l'innovation et fondée sur les connaissances et les compétences. Dans cette déclaration, le CSEE et la FEEE reconnaissent que l'investissement dans l'éducation, la formation et la recherche est un élément préalable indispensable pour la croissance durable et le bien-être social et constitue dès lors un investissement pour l'avenir. « Relever et adapter le niveau de connaissance et de savoir-faire de tous les citoyens s'avère crucial pour tracer la voie de sortie de la crise et pour relever les défis à long terme que sont au plan mondial la compétitivité économique, l'emploi et l'inclusion sociale » (*Investir 1-2*).

L'investissement dans l'éducation est en fait une politique officielle de l'Union européenne. [En marquant son accord sur la proposition de la Commission](#) de lancer le 26 mars 2010 le projet Europe 2020, qui est une nouvelle stratégie en matière d'emploi et de croissance, le Conseil européen met en évidence l'éducation en tant que l'un de ses 5 principaux objectifs. Investir dans l'éducation constitue dès lors une politique officielle de l'UE, qui reconnaît le rôle positif que joue l'éducation dans la stimulation de la croissance économique. En tête des domaines essentiels dans lesquels une action de l'UE est nécessaire vient l'éducation : « la connaissance et l'innovation, une économie axée davantage sur la durabilité, un taux d'emploi élevé et l'inclusion sociale » (Conseil européen 2).

Une autre institution de l'UE, le Conseil de l'Union européenne, [reconnait elle aussi](#) le rôle de l'éducation en période de crise : « C'est précisément en période de difficultés économiques qu'il faut maintenir l'accent sur le soutien à des systèmes d'éducation et de formation ouverts et efficaces, de haute qualité, qui constituent un moyen de renforcer à l'avenir la compétitivité, tout en assurant la promotion de la cohésion sociale et de la citoyenneté active » (Conseil 1). Si l'investissement dans l'éducation est une politique officielle de l'Union

européenne, pourquoi s'est-il révélé si difficile de la faire percoler jusqu'aux initiatives propres à chaque pays ?

L'éducation et d'une manière plus générale le secteur public doivent agir en tant que piliers essentiels d'une stratégie coordonnée visant à édifier une croissance s'inscrivant davantage dans la durée et dans l'équité. Faute d'une base macro-économique, l'éducation et la formation voient leurs moyens réduits. De très nombreux jeunes ayant reçu une formation poussée se retrouvent sans emploi ; leurs compétences et leurs talents sont ainsi gaspillés par manque d'emplois décents. L'un des obstacles à l'élargissement du rôle que le secteur de l'éducation est appelé à jouer en tant qu'élément fondamental de cette stratégie coordonnée est l'existence des diktats non démocratiques et contreproductifs pris au plan fiscal par les trois prêteurs internationaux dans le contexte de la crise de la dette souveraine de la zone euro, combinés au refus exprimé par les ministres des pays de respecter leurs engagements pris à Bruxelles.

2. Crise de la démocratie: la Troïka

Divers organismes prêteurs internationaux, en l'occurrence la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), ont constitué une alliance désignée la « Troïka ». Ce groupe [a fait l'objet de critiques acerbes](#) de la part des syndicats pour avoir réduit à néant les droits fondamentaux du travail et pour avoir imposé des mesures d'austérité fiscale « La CSI met en garde le FMI ». La Confédération européenne des syndicats (CES) [a déploré](#) « l'unilatéralisme autoritaire de la Troïka qui rend les partenaires sociaux nationaux superflus », critiquant en outre la Troïka pour semer le désespoir social partout où elle s'avance. En Grèce, « avec plus d'un million de chômeurs, près de 30% de la population est passée sous le seuil de la pauvreté ». Le salaire minimum a été réduit de 22% et le salaire des jeunes travailleurs, de 32% (CES, *Déclaration sur la Grèce*).

Au Portugal, la Troïka a évalué les progrès réalisés sur les mesures d'ajustement fiscal à cinq reprises au cours des 16 mois qui ont suivi son accord sur un prêt de secours d'un montant de 78 milliards € s'étendant sur une période de trois ans. La participation de la Troïka aux politiques nationales s'est avérée destructrice au plan social et a contribué à créer un déficit démocratique sur l'ensemble de l'UE.

Les mesures sévères d'ajustement fiscal imposées par la Troïka démontrent leur caractère nettement contreproductif. Le PIB réel de la Grèce a atteint le chiffre de -6,9% en 2011, le niveau de chômage s'élevant à 17,3%. On s'attend à ce que le PIB de ce pays reste négatif en 2012 et 2013, respectivement à -6% et à -4%, tandis que le chômage bondirait jusqu'à 23,8% et 25,4% sur la même période. L'Espagne, qui est également soumise à un programme d'ajustement fiscal, connaîtra une croissance négative en 2012 (-1,5%) et en 2013 (-1,3%), tandis que le taux de chômage atteindra 24,9% et 25,1% au cours de cette même période ([FMI, Perspectives de l'économie mondiale 66](#)).

Rien n'indique que les politiques actuelles fondées sur l'austérité entraîneront d'autres résultats que la contraction de l'économie, la fragmentation sociale et des différences de plus en plus fortes entre le résultat réel et le résultat potentiel de la zone euro. En 2012, le déficit de production de la Grèce et de l'Espagne atteindra -11,9 et -8,4%, tandis que l'Allemagne, à -1%, sera proche du seuil d'efficience ([OCDE 200](#)).

Comme il est escompté que la croissance réelle du PIB de la Grèce n'atteindrait que 0,6% entre 2012 et 2017, le chiffre correspondant à la même période étant de 1,5% pour l'Espagne, les restrictions budgétaires drastiques imposées aux services publics, et notamment dans l'éducation, sont injustifiables. Les prévisions à long terme indiquent que les mesures d'ajustement fiscal aujourd'hui en vigueur, et qui alimentent les troubles sociaux sur l'Europe entière, ne permettront pas d'avoir une relance économique significative.

Le FMI était dans l'erreur

Toutefois, l'un des membres de la Troïka a reconnu récemment que son argument en faveur de l'austérité se fondait sur des précisions inexactes. Faisant volte-face, le FMI indique dans la publication *Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2012* indique que le processus prévisionnel était clairement erroné en ce qui concerne le lien entre austérité et croissance économique. Le FMI reconnaît que l'effet multiplicateur fiscal, c'est-à-dire le fait de mesurer l'incidence de la politique fiscale sur la croissance, qui avait été fixée à 0,5, se situait plutôt dans la fourchette de 0,9 à 1,7 depuis la grande crise de 2009 (FMI 41). Cela signifie que pour chaque euro de restriction budgétaire, l'économie se contracte à hauteur de 1,7 €, prouvant ainsi l'erreur totale des « faucons du déficit ».

Dans son rapport le plus récent, le FMI reconnaît que « des réductions drastiques des dépenses ou de lourdes augmentations de la fiscalité peuvent déclencher des cercles vicieux entraînant la réduction de l'activité et l'augmentation du pourcentage de la dette, minant en fin de compte le soutien politique accordé en faveur de l'ajustement » (FMI 21). Il reste à voir si les autres membres de la Troïka reconnaîtront également que les politiques d'austérité se fondaient sur un argument erroné. A l'appui du fait que les effets multiplicateurs pourraient « nettement dépasser 1 », une réalité qu'il a reconnue lui-même, le FMI cite un grand nombre d'études².

Pour leur part, les chercheurs du FMI ont constaté que la consolidation budgétaire a eu une incidence négative sur les revenus et le chômage. « La consolidation de 1% du PIB réduit de près de 0,6% les revenus corrigés en fonction de l'inflation et augmente le taux de chômage de près de 0,5% » (Ball, et al. 22). Les chercheurs du FMI fondent cette constatation sur 173 mesures de resserrement budgétaire prises dans 17 économies avancées au cours des 30 dernières années. « Les consolidations budgétaires entraînent des contractions plutôt que des expansions » (22).

L'érosion de la démocratie

La frontière séparant, d'une part, les efforts coordonnés menés au plan mondial pour lutter contre la crise et d'autre part, l'érosion de la souveraineté nationale, est ténue. Les électeurs européens ne peuvent donner au suffrage qu'ils expriment dans l'isoloir sa pleine puissance, et voient leur rôle se réduire de plus en plus à l'acceptation passive soit de l'agenda politique supranational soit de la démagogie contreproductive prônée par les partis nationalistes de droite. Le créneau d'opportunité offrant aux responsables politiques l'occasion de tirer les enseignements de la situation actuelle et d'élaborer un argument dûment justifié se réduit comme une peau de chagrin.

En Europe, la Troïka est devenue un acteur politique dont les pouvoirs dépassent tout ce qu'on connaissait jusqu'alors, se posant en véritable « chien de garde » des gouvernements nationaux. Il est devenu tout à fait courant aujourd'hui d'avancer l'argument selon lequel c'est à la Troïka qu'il revient de « [décider s'il faut ou non libérer une tranche de prêt d'un montant de 31,2 milliards € avec pour échéance juin \[2012\] mais reportée en raison de la non-réalisation des objectifs](#) » (Hope).

L'assistance financière est allée de pair avec des appels réclamant la réduction sans compromis des dépenses publiques. Joseph Stiglitz se montre particulièrement critique vis-à-vis des décideurs politiques européens qui « [semblent incapables de trouver d'autres remèdes que celui de l'austérité financière](#) » (« The euro crisis »). Mariano Rajoy, le Premier ministre espagnol, a adopté quatre « tranches » de mesures d'austérité au cours des sept premiers mois de son mandat. Divers économistes, et notamment Martin Wolf du *Financial Times*, tirent depuis quelque temps la sonnette d'alarme en faisant valoir que [l'austérité ne saurait précéder](#)

² Voir [Auerbach and Gorodnichenko](#); [Batini, et al.](#); IMF 2012 [Spillover Report](#); [Woodford](#).

la relance (Wolf, « We still have »). L'Espagne et l'Italie, dont le montant de [la dette et du déficit arrivant à échéance](#) en 2013 et 2014 atteint 672 milliards € selon les prévisions de Citigroup, sont confrontées à un défi redoutable ; cependant, la solution ne saurait venir d'une réduction des services publics (Unmack).

Les mesures d'austérité ont eu de graves répercussions sur le secteur de l'éducation. En Espagne, selon les données communiquées par les syndicats nationaux d'enseignants, quelque 1.500 écoles ont été fermées et le nombre d'enseignants licenciés atteint dix fois ce chiffre, tandis qu'en Italie 750 écoles ont fusionné et 450 autres ont été fermées entre septembre 2008 et mars 2012 (CSEE).

3. La gouvernance économique européenne et l'émergence d'un nouveau traité européen

Renforcement de l'emprise sur les politiques fiscales nationales

Diverses initiatives de gouvernance économique et autres remarques émanant de décideurs politiques laissent envisager la possibilité d'un nouveau Traité européen, qui prendrait la relève du traité de Lisbonne, lequel est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009. Dans le contexte actuel de turbulences économiques et sociales, le discours sur un nouveau Traité européen en appelle à la société civile et aux représentants des syndicats, les invitant à rester vigilants quant à l'évolution de la situation.

Le 26 mars 2010, le Conseil européen a approuvé les éléments constitutifs de la stratégie Europe 2020, adoptée officiellement le 17 juin 2010, prévoyant une période de 6 mois désignée « semestre européen » réservée à la coordination des politiques structurelles, macro-économiques et budgétaires des Etats membres de l'UE. Les grandes orientations des politiques économiques (GOPE), se fondant sur l'article 121(2) du TFUE et sur les lignes directrices pour les politiques de l'emploi prévues par l'article 148(2) du TFUE mettent en œuvre la stratégie Europe 2020 et ses cinq grands objectifs. Le semestre européen en cours, qui est le deuxième de ce type, constitue un mécanisme complexe et synchronisé de surveillance multilatérale.

En plus des grandes orientations, la politique économique est coordonnée par le biais du pacte Euro-plus, [lequel est un accord économique conclu en mars 2011 par le Conseil européen](#) et concernant 23 Etats membres de l'UE, au nombre desquels figurent des pays extérieurs à la zone euro (Bulgarie, Danemark, Lettonie, Lituanie, Pologne et Roumanie). Bien que ce Pacte ait pour objectifs la promotion de la compétitivité de l'emploi, la pérennité des finances publiques et le renforcement de la stabilité financière, les moyens correspondants et notamment « la révision des modalités de fixation des salaires », [ont suscité une vive opposition de la part de la CES](#) (CES, Stratégie et Plan d'action 13).

Cinq nouvelles réglementations et une directive sont entrées en vigueur le 13 décembre 2011, et ces nouveaux outils, qui constituent le « Six Pack » ont renforcé la gouvernance économique et budgétaire de l'UE. Ils ont pour but de fonctionner parallèlement au [Traité Sur La Stabilité, La Coordination Et La Gouvernance](#) (TSCG), un accord intergouvernemental controversé signé par 25 Etats membres de l'UE, la République tchèque et le Royaume-Uni s'étant abstenus. Dans une déclaration, la CES [a condamné ce traité](#) qui « entend mener des politiques fiscales procycliques préjudiciables, qui donnent la priorité absolue aux règles économiques rigides à une époque où la plupart des économies sont toujours faibles et où le taux de chômage atteint des niveaux intolérablement élevés » (CES, *Déclaration sur le Traité 2*).

Ce traité dispose que chaque Etat membre a la possibilité de traduire tout autre Etat membre devant la Cour européenne de justice (article 8) en vue de lui imposer des sanctions financières pour avoir omis d'insérer des règles strictes en matière de dette et de déficit dans des dispositions permanentes et contraignantes au plan national (« de préférence conformes à la Constitution »). L'article 5 du TSCG ouvre la voie à l'élaboration d'un nouveau traité européen prévoyant notamment que « le fond et la forme de tels programmes doivent être définis dans la législation de l'Union européenne ». Ces programmes cependant se rapportent à « une description détaillée des réformes structurelles », ce qui garantit la correction de son déficit excessif.

Ce ne sont assurément pas les sanctions qui vont sortir l'Europe de la crise économique. Un nouveau traité européen est envisagé de manière plus concrète dans l'article 16 du TSCG : « au plus tard » dans les cinq ans de l'entrée en vigueur du TSCG, « les mesures nécessaires seront prises...afin d'intégrer le contenu du présent traité dans le cadre juridique de l'Union européenne. »

Pour la plupart des sanctions, le Six Pack introduit le vote à la majorité qualifiée inversée prévoyant qu'une proposition de la Commission est considérée comme adoptée au Conseil à moins qu'une majorité qualifiée d'Etats membres ne vote contre. Cette mesure se répercute sur la légitimité démocratique et rend le pouvoir de décision plus proche de la Commission européenne. Pour les membres du Conseil qui s'inquiètent de la restriction de la marge de manœuvre sur le plan politique, les paroles qu'a prononcées le Commissaire Barnier sont loin d'être rassurantes : « les transferts de souveraineté ne doivent pas être considérés comme un sujet tabou » (Simon).

Le 16 novembre 2011, deux réglementations (Two Pack) ont été adoptées dans le but de renforcer la surveillance au plan macro-économique. Le [Règlement Sur La Mise En Œuvre Efficace De La Surveillance Budgétaire Dans La Zone Euro](#) et [le Règlement établissant des mesures d'exécution en vue de remédier aux déséquilibres macroéconomiques excessifs dans la zone euro](#) lèvent le niveau des amendes et renforcent les sanctions. Il est évident que tout nouvel ajout au paquet de politiques économiques et fiscales européen implique des sanctions pour non-respect. Ce mécanisme n'a nullement démontré sa capacité à renforcer la croissance dans cette période de récession économique, en dépit des slogans de la Commission européenne : « croissance intelligente, durable et inclusive » faisant partie de la stratégie [Europe 2020](#) (Conseil européen 2). Le pacte Euro-plus, le Six Pack, le Two Pack et le TSCG sont autant d'éléments œuvrant nettement contre la croissance plutôt qu'en sa faveur. En outre, ils laissent deviner une gouvernance économique renforcée et rendue plus stricte dans le contexte d'un nouveau traité européen.

Bruxelles a trouvé le moyen d'exercer une emprise également sur les Etats membres extérieurs à la zone euro, donnant la preuve qu'elle est en mesure d'infliger de lourdes amendes en cas de non-respect. En mars 2012, le Conseil de l'Union européenne, en application de [l'article 4](#) du règlement du Conseil 1084/2006 a décidé de suspendre les engagements du Fonds de cohésion à hauteur de 0,5% du PIB de la Hongrie, ce pays n'ayant pas redressé son déficit excessif. Cette décision crée un précédent pour d'autres pays extérieurs à l'UEM.

Vers une union politique

On ne peut nier que dans l'ensemble, l'Europe s'est engagée sur la voie du regroupement de la souveraineté. « [Ma vision est celle d'une union politique](#), parce que l'Europe doit suivre sa propre voie », a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel en janvier 2012. Elle a exprimé le souhait de « transférer davantage de pouvoirs à la Commission, qui œuvrera alors comme un gouvernement européen ». Elle s'est en outre prononcée en faveur d'un Parlement puissant. Il importe de le souligner, « le Conseil, qui rassemble les chefs de gouvernement, constituera la deuxième Chambre. Enfin, nous disposons de la Cour européenne de justice,

qui est la Cour Suprême. Telle pourrait être la forme que l'union politique européenne serait amenée à prendre au bout d'un certain temps, et comme je l'ai dit, lorsque plusieurs étapes auront été franchies » a encore déclaré la chancelière. (« Merkel »).

Ces déclarations, jointes aux [observations](#) d'Olli Rehn, commissaire aux Affaires économiques et financières de l'UE, lequel a déclaré que le rapport de décembre 2012 sur l'approfondissement de l'UEM, en préparation, « [s'attachera également à ce qui peut être fait dans les limites du traité actuel ainsi qu'aux mesures qui impliqueraient la modification du traité](#) » (Rehn), indiquent clairement que, moins de trois ans après le traité de Lisbonne, l'Europe s'achemine vers l'élaboration d'un nouveau traité.

4. Une catastrophe sociale dans le contexte d'une intégration plus poussée

José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, s'est exprimé comme suit dans son discours sur l'état de l'Union de 2012 « [Plus que jamais, nos citoyens et le nouvel ordre mondial ont besoin d'une Europe active et influente](#) » (Barroso). Il en a appelé à l'union politique en période d'incertitude, et a fait référence à une idée consolidant le paradigme dominant dans un contexte mondial. D'autres dirigeants européens ont abondé dans le même sens. « Mme Merkel a une nouvelle fois indiqué que l'Allemagne désire aller très loin dans la mise en commun des responsabilités nationales, y compris la création d'obligations pour la zone euro, à la condition que soit prise de manière concomitante la décision de mettre les souverainetés en commun, c'est-à-dire la mise en place d'une « [union politique](#) », selon les termes utilisés par le Financial Times (« France makes its bid »).

La pression exercée en vue d'une intégration plus poussée coïncide avec la catastrophe sociale qui se déclare en Europe. Dorothee Bohle et Béla Greskovits, chercheurs de l'Université d'Europe centrale, se posent une question : « Comment est-il possible de garantir un minimum de cohérence sociale (sans lequel aucune société ne peut exister) si les dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux et à la création d'emplois sont radicalement restreintes ? » (155). Cette question revêt d'autant plus d'urgence dans le contexte de la rude consolidation budgétaire qui frappe l'Union européenne, et dont les hypothèses sous-jacentes dépassent la tendance néo-libérale liée au Consensus de Washington. Certains ont vu dans la crise et dans la réaction correspondante une occasion toute trouvée qu'ils se devaient d'exploiter et il en a résulté les conditions dans lesquelles certaines idéologies extrémistes ont commencé à refaire surface dans le contexte européen. En France, la politique dominante axée contre l'immigration a ouvert l'espace politique au Front national, sur lequel près d'un électeur sur cinq a porté son choix. En Grèce, en Norvège, en Finlande, en Hongrie et en Autriche, les partis fascistes menacent de s'assurer une minorité de blocage.

Les auteurs de l'agenda de la réforme, dont les motivations sont manifestement idéologiques, sont peut-être vaguement conscients du fait que leur projet n'apportera ni la croissance économique ni la fin de la crise.

Les décideurs politiques européens confondent un symptôme avec les causes de la crise : ils omettent d'établir une distinction entre les déficits du secteur public et les dettes résultant d'une faiblesse générale de la demande globale qui est la conséquence de la crise financière. La recherche universitaire partisane sur « l'austérité expansionniste » s'est efforcée de justifier les restrictions frappant le secteur public par le raffermissement de la confiance du secteur privé et par l'augmentation consécutive des investissements. Cet argument toutefois ne tient pas face à réalité selon laquelle les investissements du secteur privé sont à la baisse en raison de la faiblesse de la demande, cette baisse étant plutôt due à « l'éviction » des dépenses publiques.

Les enseignants de 18 pays européens se sont mis en grève à un moment ou l'autre au cours de la période des 15 mois qui s'est achevée en septembre 2012. L'ordre du jour de la réforme imposée à l'encontre de la volonté de la population engendre une catastrophe sociale sur le

continent entier, qui ne semble pas faiblir. L'argument lapidaire voulant que des mesures d'austérité soient nécessaires pour assainir l'économie et aider à relancer la croissance ne pêche pas seulement par manque de logique. Cet argument est tout simplement ridicule. Selon Paul Krugman, lauréat du Prix Nobel d'économie, « [les pays qui connaissent les coupes budgétaires les plus importantes sont aussi ceux qui ont vu leur production baisser le plus massivement](#) » (Krugman and Layard). Dans le contexte d'une forte pression exercée en faveur d'une forme d'union politique telle que celle résultant de l'achèvement du processus d'intégration européen, comme indiqué par M. Barroso, alimenter les bouleversements sociaux semble avoir été pensé pour vaincre l'opposition que rencontrent les pays contre l'érosion de la souveraineté. L'OIT estime que le volume total de l'emploi dans la zone euro reste de 3,5 millions d'unités inférieur à ce qu'il était avant la crise ; cette organisation considère également que 4,5 millions d'emplois seront encore perdus au cours des quatre prochaines années, « [érodant la confiance des citoyens](#) dans les gouvernements nationaux, dans le système financier et dans les institutions européennes » (OIT, Crise de l'emploi dans la zone euro 2012 11). Le démantèlement des Etats-nations est déjà engagé, et une union monétaire qui se réaliserait dans le contexte de déséquilibre macro-économique de plus en plus marqué ne peut s'inscrire dans la durée sans un approfondissement de la coordination et de l'intégration des politiques. Ainsi une approche descendante de la gouvernance régionale est-elle en train de gagner peu à peu en puissance en s'affirmant par des voies détournées, rejetant la légitimité démocratique au nom de la coordination politique.

Les responsables de l'UE multiplient leurs déclarations quant à une nouvelle forme d'Union européenne. Le 12 juillet 2012, c'est-à-dire deux mois avant la veille du jour où M. Barroso a prononcé son discours sur l'état de l'Union, Michel Barnier, commissaire chargé du Marché intérieur de l'UE, en a appelé à la création d'un poste nouveau de ministre des Finances de l'UE et d'une présidence unique pour l'UE, tout en soulignant les socles sur lesquels devrait reposer une intégration européenne à part entière et en notant que l'union bancaire ne constitue qu'un « [élément d'un projet plus fondamental](#) » (Barnier).

L'intérêt du discours que M. Barnier a prononcé à la tribune du Peterson Institute de Washington tient en ce que l'orateur y a détaillé les étapes que l'UE devra franchir afin de remodeler l'Union : l'analyse des déséquilibres existant dans chaque pays, les recommandations propres à chaque pays et « le droit collectif de réexaminer le budget annuel de chaque Etat membre avant sa finalisation », c'est-à-dire la notion de Semestre européen, sont des véhicules qui existent aujourd'hui en vue d'une Union économique. L'union fiscale, qui constitue la seconde étape d'une intégration plus poussée, s'est vue renforcer par le biais du pacte fiscal intergouvernemental (le traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance dans l'Union économique et monétaire), en introduisant des objectifs communs pour la dette et les déficits publics.

Le scénario des mesures de lutte contre la crise en Europe a été recentré récemment sur la prochaine étape d'un processus d'intégration de plus en plus approfondi : une « supervision paneuropéenne ayant vraiment du mordant », selon M. Barnier. Le 12 septembre 2012, la Commission européenne a proposé la création du mécanisme unique de supervision pour la zone euro. Un système de garantie des dépôts, qui constituait un volet important de l'union bancaire conçu pour couvrir 5tn€ dans 6.000 dépôts bancaires de la zone euro et visant également à calmer les marchés, – [a été abandonné à la suite de pressions de l'Allemagne](#) peu de temps avant que l'existence du mécanisme unique de supervision soit révélée (Barker). Œuvrer à l'intégration plus poussée des Etats membres de l'UE est un exercice qui n'est pas à l'abri d'opposition, mais l'élan politique en faveur d'une nouvelle forme d'UE est indéniable.

Comment la relance peut-elle s'effectuer dans un contexte d'austérité budgétaire lourde, d'érosion de la souveraineté nationale et de déséquilibres significatifs des comptes courants ? Les peuples d'Europe seront invités à apporter leur coopération selon des modalités novatrices, peut-être davantage que par le passé, selon des voies auxquelles ils ne sont pas habitués, et dans le cadre de structures qui doivent encore être mises en place.

5. Une évolution constatable à l'échelle planétaire : « Les hommes d'Etat se maintiennent ou chutent en fonction de la manière dont ils perçoivent les tendances »³

Le monde subit un profond recentrage sur le double plan de ses infrastructures intellectuelles et de ses infrastructures politiques, et il entame la transition d'un modèle de développement non durable à une demande durable. Les emplois classiques se perdant peu à peu et les nouvelles structures de gouvernance ainsi que les innovations correspondantes se dégageant progressivement, cette transition a pour conséquence la marginalisation et la mise au chômage d'un grand nombre d'êtres humains qui, plongés dans la perplexité, s'inquiètent de l'orientation prise par notre civilisation. La confusion et la colère montent en puissance en de nombreux endroits du monde et des initiatives politiques mal orientées, spécifiquement les mesures d'austérité budgétaire, aggravent encore une situation déjà tendue.

Si les décideurs politiques, les yeux encore rougis par une vingtaine de sommets de lutte contre la crise qui ont été organisés entre septembre 2008 et juin 2012, n'arrivent pas à déterminer les contours de cette transition vis-à-vis de populations en détresse, et s'ils choisissent de s'en tenir à des structures rigides en faisant appel à la coercition ou aux manipulations, ils auront failli à leurs responsabilités. Un slogan brandi par des manifestants à Madrid résume parfaitement la situation : « **Pas d'emploi, pas de logement, pas de retraite, pas d'inquiétude** » (Daley).

Les décideurs politiques tout autant que « les marchés » devraient comprendre que les populations n'ont pas encore perdu leur capacité à répondre collectivement « non » à l'agenda de l'austérité. Sur l'ensemble de l'Europe, les syndicats, les organisations de la société civile et les citoyens ordinaires se sont mobilisés contre l'austérité en toute démocratie. La frustration et la tension qui existent au sein même des sociétés et entre cultures différentes ne cessent de s'amplifier. Et même si « la colère est mauvaise conseillère », il arrive que « **la volonté de ne pas retourner à la situation antérieure constitue la meilleure raison de lutter pour la survie** » (Austen; Liqun and Jin). Délibérément ou non, les mesures d'austérité prises dans l'Europe entière, relèvent exactement de cet état d'esprit.

En dépit de ces tendances préoccupantes et compte tenu par ailleurs de l'incertitude ou de la crainte liées aux solutions de rechange qui n'ont pas encore été exploitées jusqu'ici, la population, comme toujours, aspire à une société qui meilleure, régie par la coopération, l'équité et la pérennité. « La capacité de l'homme devrait dépasser ce qu'il peut toucher de la main »⁴, et notre civilisation, qui se trouve au sommet du développement technologique et met à l'épreuve les limites du génie humain, voit le paradigme dominant poussé à ses limites.

6. Qu'est-ce qui nous a menés dans cette situation et quelles épreuves devons-nous encore subir ?

La déconfiture des prêts hypothécaires à risque et l'effondrement des crédits dérivés ont fait apparaître que les établissements financiers « trop grands pour connaître la faillite » ont induit abusivement l'économie de marché et à s'engager dans des produits financiers complexes ou « virtuels », faisant appel aux moyens financiers d'autres protagonistes, pour s'enrichir aux dépens de tous les autres acteurs d'une façon arrogante et en toute irresponsabilité au plan social. Le paradigme actuel renforce une structure dans laquelle la population est encouragée à acheter des produits qui dépassent ses moyens ou dont elle ne veut pas, à accepter des emplois qui ne créent pas de valeur durable, à servir un système qui

³ Henry Kissinger, *Diplomacy* (New York: Simon & Schuster, 1994.) 251.

⁴ Robert Browning, "Andrea del Sarto," *Browning's Shorter Poems*, ed. Franklin T. Baker (New York: Macmillan, 1917) 149.

occulte ses objectifs réels, renforce l'incertitude et l'insécurité et crée la dépendance. Le temps est venu de réaliser que l'infrastructure financière mondiale aujourd'hui en place ne s'inscrit intrinsèquement pas dans la durée et que les solutions de rechange proposées sont soit trop complexes à saisir, soit trop intimidantes à envisager.

Les déséquilibres commerciaux extrêmes, l'accumulation d'importantes économies monétaires dans les pays excédentaires (Chine) et l'achat qui en résulte de bons du Trésor américains, qui ont maintenu les taux d'intérêt à un faible niveau, ont entraîné la hausse exponentielle du prix des actifs et mettant des moyens financiers peu coûteux à disposition pour la spéculation, la titrisation des créances hypothécaires et la bulle du prix des actifs qui en a résulté aux Etats-Unis (Habbard 128). Les établissements financiers ont été autorisés à regrouper des titres adossés à des actifs pour créer les obligations de dettes collatérales avec une note AAA qui, en fin de compte, se sont avérés particulièrement toxiques et ont discrédité les agences de notation. Certains candidats propriétaires aux Etats-Unis ont été pris au piège par les fournisseurs d'hypothèques, qui leur ont vendu des prêts hypothécaires à taux variable présentés sous l'apparence trompeuse de prêts à taux fixe ("[Behind the Bailout](#)").

La faiblesse de la réglementation bancaire, des institutions exerçant un puissant effet de levier, des prêts octroyés à des conditions abusives et l'absence de diversification des risques sont autant d'éléments qui ont contribué à accroître l'atmosphère de défiance parmi les prêteurs lorsque le mouvement s'est arrêté. Les protagonistes de la finance ont mené l'infrastructure financière mondiale au bord de l'effondrement. Une phrase de Shakespeare illustre parfaitement la situation : « si nous ne pensons pas plus d'eux qu'ils n'en pensent eux-mêmes, ils peuvent passer pour d'excellents acteurs » (Le songe d'une nuit d'été, 5.1.2059).

En septembre 2008, soudainement, personne n'était coupable et personne n'était à l'abri. Les banques ne souhaitaient pas prêter. Enfin, les gouvernements sont intervenus et ont porté secours aux banques avec l'argent du contribuable.

En raison du « gel des crédits » qui a suivi l'effondrement de Lehman Brothers, la sensibilité des banques était trop exacerbée pour qu'elles se prêtent mutuellement ou prêtent à l'industrie, ce qui a bloqué la machinerie de l'économie mondiale. Il fallait que les gouvernements interviennent pour éviter que se reproduise la ruée vers les banques qui a caractérisé la crise des années 1930, mais il est permis de s'interroger sur la manière dont elles auraient dû réagir. Les arguments en faveur de la nationalisation pure et simple, telle que la Suède l'avait appliquée dans les années 1990, a ouvert la voie à la politique préconisée, prévoyant l'injection de liquidités dans les banques afin de couvrir les actifs « toxiques ». Cette pratique a nécessité l'injection massive de fonds et de garanties publics, avec pour conséquence inéluctable la montée en flèche de la dette publique. Mais cette démarche était nécessaire pour lubrifier à nouveau les rouages financiers, faute de quoi l'industrie se serait effondrée. Cependant, un autre outil était également nécessaire : un programme de relance plus ambitieux axé sur l'emploi pour que l'économie « réelle » puisse également se remettre en marche. Les décideurs politiques se sont trompés en sous-estimant l'ampleur de la crise, en considérant que, dès que le secteur financier fonctionnerait à nouveau, c'est l'ensemble de la situation qui reviendrait à la normale. Ils ont trop privilégié l'accent excessivement sur le secteur financier en ignorant dans une large mesure le reste de l'économie.

En sauvant Wall Street, l'Emergency Economic Stabilization Act (loi d'urgence sur la stabilisation économique) votée le 3 octobre 2008 et qui constitue la plus importante dépense consentie en temps de paix par les Etats-Unis, s'est vu rapidement condamnée par les syndicats. « [Cette loi n'est pas seulement immorale, elle mal conçue au plan économique](#) » a déclaré Damon Silvers, Conseiller juridique adjoint de l'AFL-CIO. « Pour que l'économie fonctionne, il faut tâcher d'injecter des liquidités et d'apporter une aide à l'économie là où elle fonctionne réellement, plutôt que de financer des personnes qui se placent au-dessus de l'économie » ("[Behind the Bailout](#)"). Entre octobre 2008 et octobre 2011, 4,5 trillions € prenant la forme de soutiens et garanties publics ont été accordés aux banques européennes, contribuant ainsi à la crise de la dette souveraine (Barnier). Il est évident que le renflouement

des banques sur l'ensemble de l'UE contraint les générations futures à payer pour l'erreur politique des dirigeants aujourd'hui en place. Le Financial Times reconnaît que « [deux opérations de sauvetage ont été conçues pour renflouer les investisseurs allemands](#) présents dans les banques espagnoles et irlandaises, aux dépens des contribuables de ces pays » (“France makes its bid”).

La crise de la dette souveraine résulte également de la croissance du chômage, qui a entraîné la diminution des recettes fiscales ainsi qu'une augmentation des dépenses liées aux programmes de protection sociale. La réduction du déficit et de la dette à long terme doit passer par la création d'emplois durables et par la croissance de l'économie réelle. Même s'ils n'avaient pas été confrontés à la nécessité de sauver les banques, de nombreux pays se trouveraient encore dans une situation budgétaire difficile.

En ce début du 21^{ème} siècle, le monde est mis sous pression au-delà de tout ce qui est raisonnable, et il en va de même pour son état d'endettement. Les prêts assurés par les banques européennes [ont dépassé les dépôts à hauteur de 1,3 trillions €](#) en 2011 (Thomas). Le taux interbancaire pratiqué à Londres (Libor), qui est le taux de référence pour la fixation des taux au plan mondial et dont le nom est lié à un scandale, « [gère un ensemble de contrats à hauteur de 350 trillions de dollars à l'échelle planétaire](#) », tandis que la taille de l'économie mondiale envisagée dans sa totalité est de l'ordre de 50 à 60 trillions de dollars (Masters). La valeur nominale du marché mondial des produits dérivés atteint un niveau mille fois supérieur, soit 1,2 trillion de dollars, soit en d'autres mots [1,2 quadrillions de dollars, soit grosso modo 20 fois la taille de l'économie mondiale](#) (Cohan, « Big Risk »), et ce chiffre donne le vertige. Le monde est de toute évidence exposé à des risques non régulés et insoutenables prenant des proportions gigantesques.

Si les décideurs politiques omettent de faire toute la lumière sur le système bancaire parallèle en introduisant un cadre réglementaire et de supervision strict, la débâcle de 2008 pourrait se reproduire. [On a fait valoir](#) que les fonds spéculatifs qui tirent leurs ressources financières de banque dont ils vendent les actions à découvert ont été la cause immédiate de la chute d'entreprises revêtant une « importance systémique » telles que Bearn Stearns et Lehman Brothers (Cohan, « SEC should ban »). Qui donc prétendra que le secteur financier a jamais tiré les enseignements de la crise ou s'est racheté une bonne conscience après 2008 ?

7. Ampleur de la dette : repousser les limites du paradigme dominant

Les décideurs politiques n'ont pas demandé au secteur financier de prendre leurs responsabilités en harmonisant les mesures de lutte contre la crise par le biais d'une imposition honnête et redistributive portant, par exemple, sur les transactions financières. Ainsi, la recapitalisation du système bancaire par le biais de grands renflouements et les programmes de relance contre-cycliques en ayant recours à des politiques d'assouplissement quantitatif et non orthodoxes, ont élargi les responsabilités des gouvernements dans une mesure inconnue jusqu'alors et ont précipité la crise de la dette souveraine. Dans certains pays, le secteur privé ne s'en sort pas beaucoup mieux. Sur les [323 milliards € d'avoirs immobiliers accumulés par les institutions financières](#), quelque 175 milliards € ont été classés « problématiques » par la Banque d'Espagne en 2011 (Castle). La dette du gouvernement espagnol exprimée en pourcentage du PIB à 70% semble relativement faible, mais lorsqu'elle est placée dans la perspective de la dette des banques et de la dette des ménages, le chiffre représente en réalité 363% du PIB.

En parallèle, la « dette » de la Grèce est [citée](#) à 165% et celle de l'Italie, à 120% (Eurostat, 2012). Un [rapport](#) du McKinsey Global Institute fait toutefois apparaître que la dette totale de la Grèce atteint en fait 267% du PIB, et celle de l'Italie, 314%. La dette totale, en ce compris celle des ménages, des entreprises non financières, des institutions financières et des gouvernements, atteint le chiffre incroyable de 663% du PIB (1^{er} trimestre 2011) en Irlande,

soit davantage que celles du Japon ou du Royaume-Uni, qui s'établissent respectivement à 512% et 507% (Roxburgh 5).

C'est à juste raison que le rapport indique « qu'aucun pays ne réunit l'ensemble des conditions requises pour relancer la croissance » (Roxburgh 2). En dépit de ce fait, et sous la pression du FMI, de la BCE et de la Commission européenne (la Troïka), les gouvernements sur l'ensemble de l'UE se sont engagés dans un cycle d'austérité implacable sans fixer les déséquilibres des comptes actuels ni tracer une voie à suivre claire pour relancer la croissance. Dans ce contexte, il ne fait aucun doute que les budgets de l'éducation sont mis en péril, quelles que soient les assurances données par les décideurs politiques ou les réformes « cosmétiques » de la part de la Commission européenne, qui constitue le pouvoir exécutif de l'UE.

8. Protéger l'éducation contre les risques : répartition inégale des revenus et budgets mis à mal

En dépit du cadre réglementaire et de la réforme sur les normes en matière de liquidités qui doivent être mises en place progressivement d'ici 2019 (Bâle III), de l'adoption de la loi Dodd-Frank aux Etats-Unis ou du mécanisme de supervision unique (MSU) pour la zone euro, les acteurs occultes du secteur financier pourraient s'avérer difficiles à dissuader. Le résultat de la crise financière prouve que Mervyn A. King, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, avait raison lorsqu'il déclarait que « [les banques mondiales sont mondiales lorsqu'elles sont en vie et nationales lorsqu'elles passent de vie à trépas](#) » (Castle).

Les opérations de renflouement que les gouvernements ont menées au profit du secteur financier ont été suivies d'un resserrement très net des finances publiques. Comme l'éducation figure sur « la liste des dépenses » des gouvernements, sa vie dépend des politiques publiques. Il est dès lors d'une importance exceptionnelle que les travailleurs de l'éducation et leurs représentants syndicaux conservent une longueur d'avance en ce qui concerne les questions économiques mondiales aussi bien que régionales, et qu'ils apprécient le lien étroit existant entre la situation économique et la politique de l'éducation.

Les dépenses publiques consacrées à l'éducation ont été réduites dans 19 des 32 pays membres de l'OCDE entre 2005 et 2009, et le nombre de jeunes de 15 à 29 ans qui ne travaillent pas et qui ne se trouvent pas non plus dans le circuit de l'éducation ou de la formation [« a atteint le chiffre record de quasiment 16% en 2010, après un déclin de plusieurs années »](#) (OCDE, CD, *Regards sur l'éducation* 15). Ce phénomène ne tient même pas compte de toute l'ampleur de la crise en cours, ni du resserrement budgétaire décidé par les gouvernements après un bref flirt avec l'économie keynésienne. En dépit de son ampleur, les dépenses de 1,98 trillions de dollars au titre de dépenses de relance mondiales en 2009 ont été [jugées relativement inadéquates](#) car elles ne représentaient qu'approximativement 1,4% du PIB mondial, alors que près de 90% de la relance économique mondiale provenaient des pays du G20 (Khatiwada 1). Néanmoins, l'OIT [estime](#) que les politiques de relance ont permis de sauver de 7 à 11 millions d'emplois en 2009 (OIT, *Cohérence des politiques* 3).

Cependant, ce montant doit être mis en perspective : 45 millions de jeunes se présentent chaque année sur le marché de l'emploi et 300 millions de nouveaux emplois devront être créés entre 2009 et 2015. Le [Pacte mondial pour l'emploi](#), qui a été adopté à l'unanimité le 19 juin 2009 à la Conférence internationale du travail, a mis en garde contre « les conséquences dommageables des spirales salariales déflationnistes et la détérioration des conditions de travail », une situation qui s'est concrétisée depuis le début de la crise (OIT, *Pacte mondial pour l'emploi* iv, 7). The Economist s'est également élevé contre l'austérité : « Les décideurs politiques allemands qui invitent le reste de l'Europe à pratiquer seulement l'austérité et la restriction salariale, perdent de vue que [l'objectif de la croissance est de relever les revenus des personnes](#) et le niveau de leurs dépenses » (« The lessons »).

Une des causes sous-jacentes à la crise est l'inégalité de plus en plus marquée qui résulte des faibles augmentations salariales pour la majorité des travailleurs, par comparaison avec la rapacité dont fait preuve une faible minorité (voir fig. 2). Aux Etats-Unis, les salaires les plus élevés (1%) ont augmenté exponentiellement tandis que les salaires des travailleurs se trouvant dans les autres catégories ont stagné, par comparaison avec la productivité (voir fig. 3). L'inégalité de plus en plus marquée modifie fondamentalement les flux de l'épargne et de la consommation. Concrètement, les quelque 80% de ménages qui se situent au bas de l'échelle ont vu leurs dettes augmenter. Cette situation n'a pas d'influence sur la demande consolidée aussi longtemps que le crédit reste peu coûteux et facilement disponible, et que la valeur des actifs augmente. Cependant, à mesure que le déséquilibre s'accroît, l'instabilité s'accroît elle aussi, de même que la possibilité de voir des crises financières éclater. Lutter contre l'inégalité, en ce compris veiller à mieux équilibrer la part des revenus résultant du capital et celle résultant du travail, doit être une priorité.

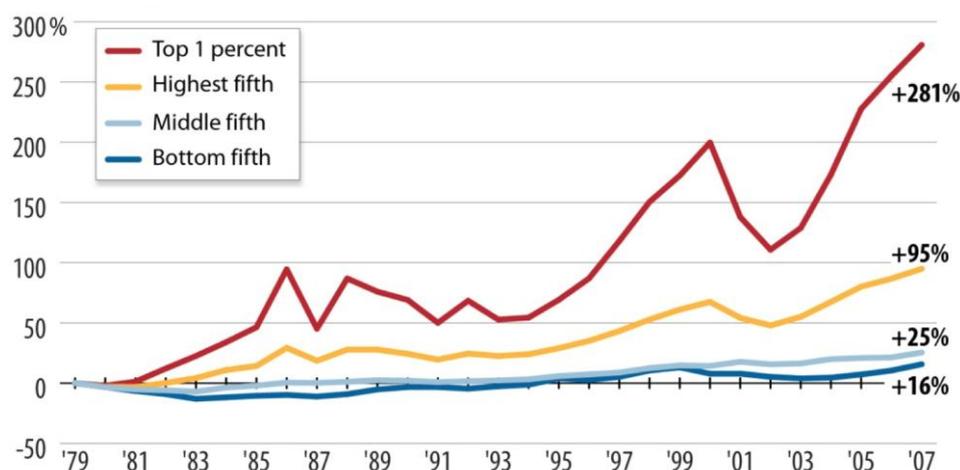


Figure 2. Les revenus les plus élevés rabaissent au rang de nains les revenus des ménages du niveau inférieur et du niveau moyen. Evolution des pourcentages de revenus après imposition depuis 1979 (Sherman and Stone).

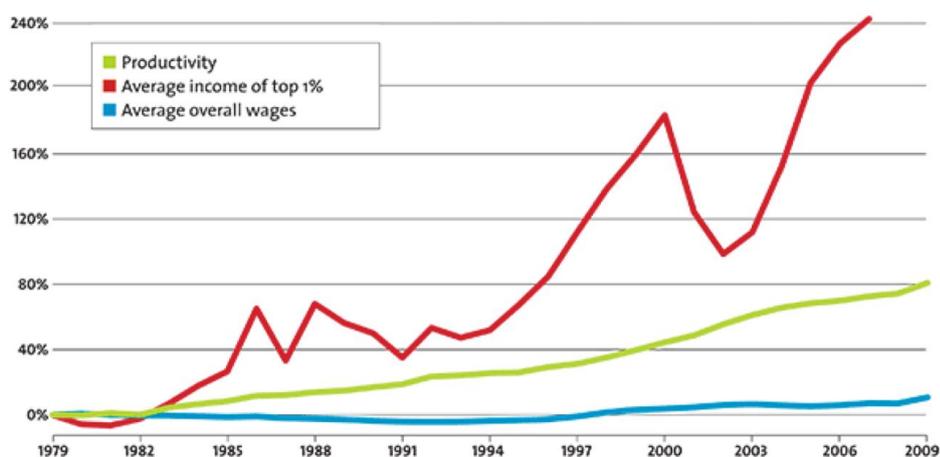


Figure 3. Relations entre la productivité, les revenus moyens du niveau le plus élevé (1%) et la masse salariale moyenne (Gilson and Perot).

La charge de la responsabilité est transférée sans cesse d'un acteur à l'autre depuis le début de la crise : les institutions financières d'importance systémique (IFSI) ont renvoyé la balle aux gouvernements et ont reçu une aide. Les gouvernements se sont mis à la recherche d'un prêteur en dernier ressort et ont trouvé des contributions toutes prêtes de la part du FMI mais, comme toujours, il s'agissait là d'une arme à deux tranchants. Cette situation débouche sur une question angoissante : si les gouvernements apportent leur aide aux banques et que le FMI apporte son aide aux gouvernements, qui « apportera une aide » au FMI ? En accordant une assistance aux pays en situation de besoin, le Fonds monétaire international, ainsi que d'autres prêteurs au plan international, ont surtout pris en otage les finances publiques des pays, causant de la sorte un repli économique (voir fig. 4).

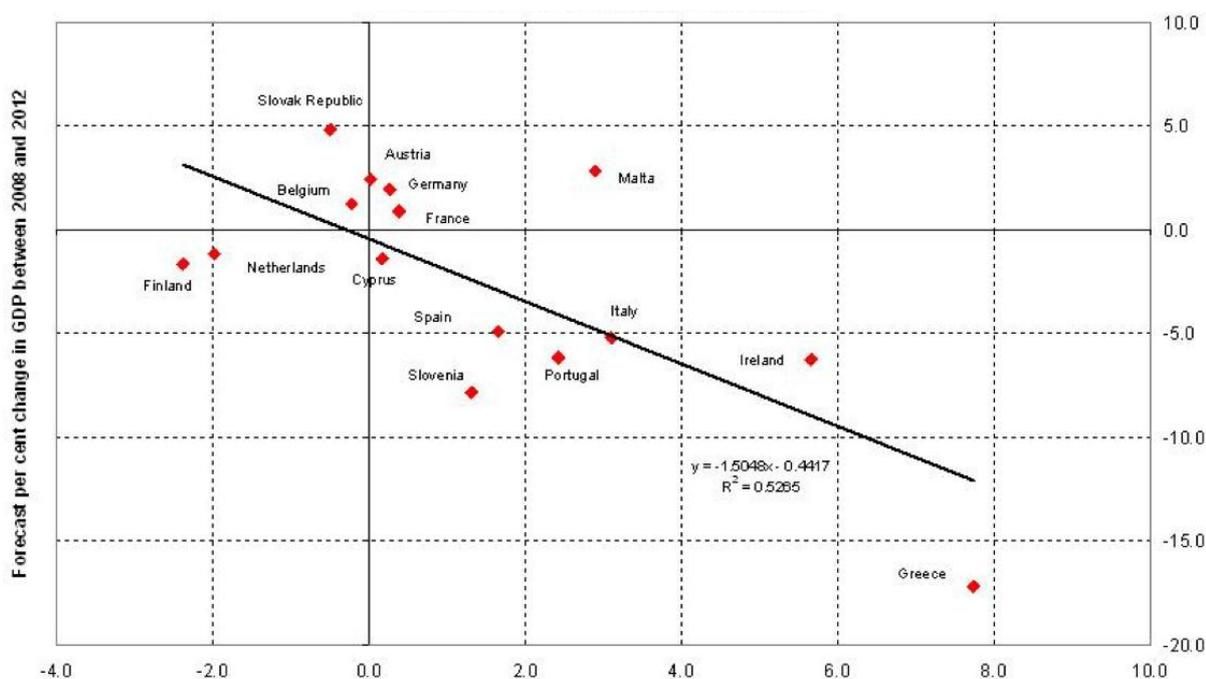


Figure 4. Rigueur budgétaire et PIB de la zone euro 2008-12 (Wolf, “The impact of fiscal austerity”).

Les budgets de l'éducation sont comprimés depuis qu'ils sont considérés comme dépendant de l'état de santé des finances publiques. Les réductions qui se sont succédé dans les services publics en réaction aux pressions émanant du marché démontrent le manque d'audace, et non l'excès d'audace, dont ont fait preuve les responsables politiques au moment de présenter des solutions durables, c'est-à-dire des solutions qui vont au-delà de leur horizon électoral. La réduction drastique des budgets de l'éducation renforce l'impression selon laquelle les stratégies de lutte contre la crise sont à tout le moins des stratégies à courte vue (voir fig. 5).

Cette politique, allant de pair avec la fermeture et la fusion d'écoles et leur privatisation ainsi que la marchandisation de l'éducation, montre un mépris pour la prochaine génération à une époque où il y aurait lieu d'être particulièrement attentif à l'éducation des étudiants et des jeunes (voir fig. 6). Il existe un besoin urgent de faire apprendre les connaissances et les savoir-faire requis au 21^{ème} siècle par le biais de l'éducation, de la formation, du perfectionnement et de la réorientation des compétences.

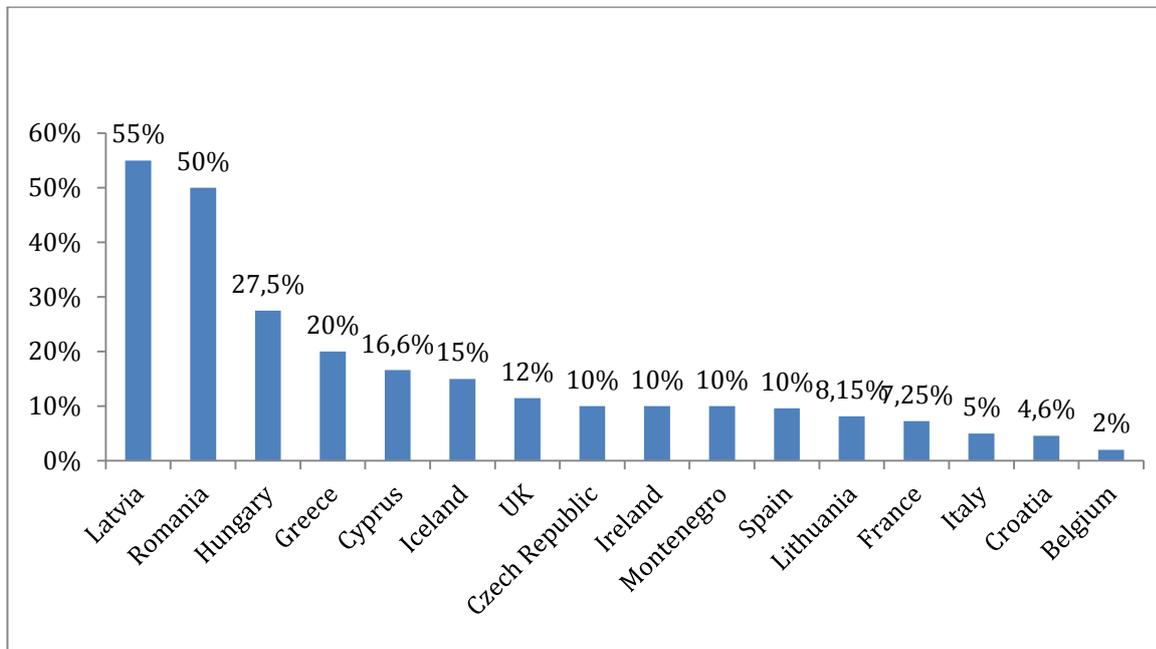


Figure 5. Exemples de réduction des budgets de l'éducation entre 2008 et 2012 (CSEE)

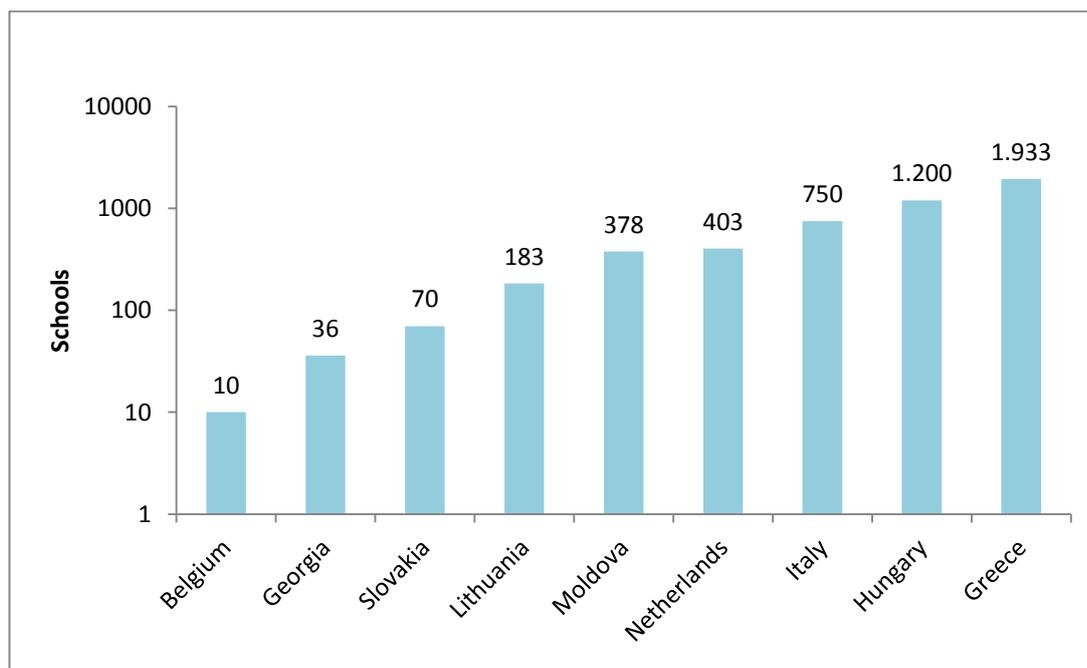


Figure 6. Quelques chiffres représentatifs des fermetures d'écoles entre 2008 et 2012 (CSEE)

« La santé et l'éducation ne devraient jamais faire l'objet de fortes réductions budgétaires, même lorsque les temps sont durs », peut-on lire dans un [éditorial](#) du New York Times, s'associant à la longue liste de critiques adressées à la politique économique que l'UE applique aujourd'hui. Cet éditorial en appelle aux dirigeants européens afin qu'ils « reconnaissent que ramener la zone euro à la solvabilité exigera des efforts redoublés afin d'encourager la croissance économique en adoptant des objectifs budgétaires moins rigides, et non en poursuivant la politique d'austérité imposée aux gouvernements désespérés par Berlin et Bruxelles » (« Protestations espagnoles »). Même les textes économiques fondamentaux de Paul Samuelson considèrent l'éducation comme un investissement déterminant : « chaque fois que nous investissons, que cet investissement prenne la forme de la construction d'une nouvelle usine ou d'une nouvelle route, de l'allongement de la période d'éducation ou du

relèvement de la qualité de l'éducation ou encore de l'accroissement du volume de connaissances techniques utiles, nous améliorons le potentiel de productivité de notre économie et nous accroissons les perspectives de consommation » (Samuelson 41). Et pourtant, en période de crise, les représentants élus démocratiquement ont tourné le dos aux enseignants et à l'éducation. Il faut en conclure que soit les responsables politiques ont perdu de vue ce qui les a amenés à comprendre quelque peu comment le monde tourne, soit qu'ils sont soumis à des intérêts particuliers et à des préjugés idéologiques, et ni l'une ni l'autre de ces explications ne laisse augurer d'un avenir brillant pour l'Europe.

La [réévaluation de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi de 1994](#) a fait apparaître que ramener le niveau des prestations « en deçà d'un certain seuil » compromet les objectifs sociaux. La conclusion de cette étude était que « des réductions d'impôts ciblées sur certains groupes sous-représentés et qui déterminent dans une large mesure la possibilité pour ces groupes de trouver un emploi, peuvent également être financées par le biais de taxes frappant plus lourdement les revenus d'autres groupes, auquel cas des incitants plus puissants en faveur du travail doivent aller de pair avec une rétribution moindre de l'effort de travail consenti par d'autres » (OCDE, *Stimuler l'emploi* 10, 11). Ceci pourrait être considéré comme un argument puissant non seulement en faveur de la progressivité de l'impôt mais aussi en faveur de la taxation des transactions ou des avoirs financiers.

Pour garantir l'avenir de l'Europe, et même l'avenir de n'importe quel pays, leurs dirigeants doivent créer une structure de répartition des revenus en faveur d'une éducation de qualité. Le [chômage des jeunes](#) et les manifestations contre l'austérité se propageant de ville en ville, les responsables politiques devraient tourner leur attention vers le secteur de l'éducation et chercher une sortie de crise. Cependant, comme l'actuelle crise résulte pour l'essentiel du secteur privé, il est à la fois immoral et inefficace de rechercher des solutions en diminuant les investissements consentis dans les services publics. La privatisation et la commercialisation des services de l'éducation est une tendance à laquelle il est impératif de s'opposer.

Il a été prouvé que le retour sur investissement dans l'éducation vaut son pesant d'or : « les contribuables ont de plus en plus nettement conscience des retours économiques et sociaux résultant de l'utilisation de fonds publics pour aider la population à atteindre un niveau d'éducation élevé. En moyenne, les pays de l'OCDE reçoivent un retour sur investissement net de plus de 100.000 dollars sous la forme de l'accroissement des recettes fiscales et d'autres économies, pour toute personne bénéficiant d'un appui dans l'enseignement supérieur, ce qui représente quatre fois le montant des investissements publics ». (OCDE, *Regards sur l'éducation* 14). La montée en flèche des chiffres du chômage des jeunes en Europe devrait inquiéter tout décideur politique doué de bon sens (voir fig. 7).

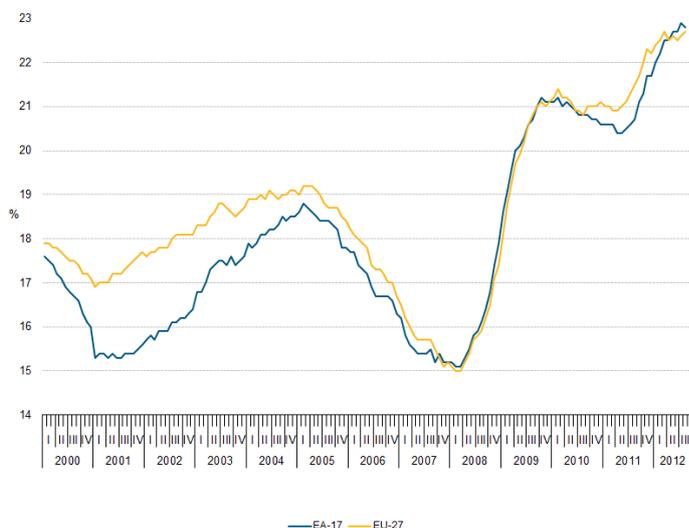
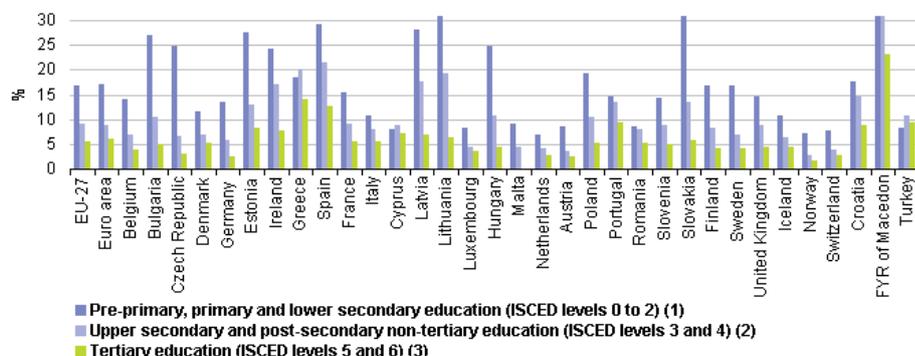


Figure 7. Taux de chômage des jeunes, UE-27 et and ZE-17, avec adaptation saisonnière, janvier 2000 – août 2012 (Eurostat, “Unemployment statistics”).

Il s’est avéré que les personnes les moins éduquées étaient le plus gravement atteintes (voir fig. 8). L’OCDE reconnaît que « le ralentissement de l’économie a eu assurément de lourdes conséquences, en particulier pour les personnes ayant un niveau d’éducation plus faible » (12).



- (1) Luxembourg and Croatia, unreliable data;
- (2) Malta, unreliable data;
- (3) Malta, not available; Croatia, unreliable data.

Figure 8: Taux de chômage de la tranche de population de 25 à 64 ans, en fonction du niveau d’éducation, 2011 (Eurostat, “Unemployment statistics”).

9. Choisir des solutions de rechange : « Ne négocions jamais avec nos peurs, mais n’ayons jamais peur de négocier »⁵

Un nouveau modèle de croissance post-crise doit s’inscrire davantage dans la durée, être équilibré au plan mondial et axé sur une stratégie du développement fondée sur les salaires et un développement plus égalitaire des revenus (Schulten 101). Les chercheurs seniors de l’Institut syndical européen partagent cet avis, notant que « la production et la consommation doivent respecter les limites définies par ‘l’impératif catégorique’ devant garantir que nos styles de vie ne mettent pas en péril l’aptitude des générations futures à mener une vie décente » (Watt and Botsch 12). Cette réflexion fait écho à l’idée émise par Emmanuel Kant et prônant que l’on agisse seulement de telle manière qu’un acte posé par quiconque peut également devenir une loi de portée universelle, ce qui est absolument l’attitude inverse de la cupidité dont a fait preuve le secteur financier au tournant du 21^{ème} siècle. Dans un contexte élargi, le fait que la partie des revenus d’un pays résultant du travail n’ayant cessé de décliner au cours des trente dernières années (voir fig. 9) a fait peser la crise d’autant plus lourdement sur les gens ordinaires (Guscina). Ainsi que Christina Anselmann et Hagen M. Krämer [l’expliquent](#), la part des revenus correspondant au dixième décile aux Etats-Unis a chuté de 46,3% en 1932 à 32,7% en 1943, conservant ce niveau relativement faible au cours des décennies suivantes et passant à nouveau de 32,7% en 1981 à 46,3% en 2010 (Anselmann and Krämer).⁶

⁵ John F. Kennedy, "Inaugural Address." 1961 Presidential Inaugural, Capitol Building, Washington, D.C. 20 Jan. 1961.

⁶ cf. [Alvaredo et al.](#)

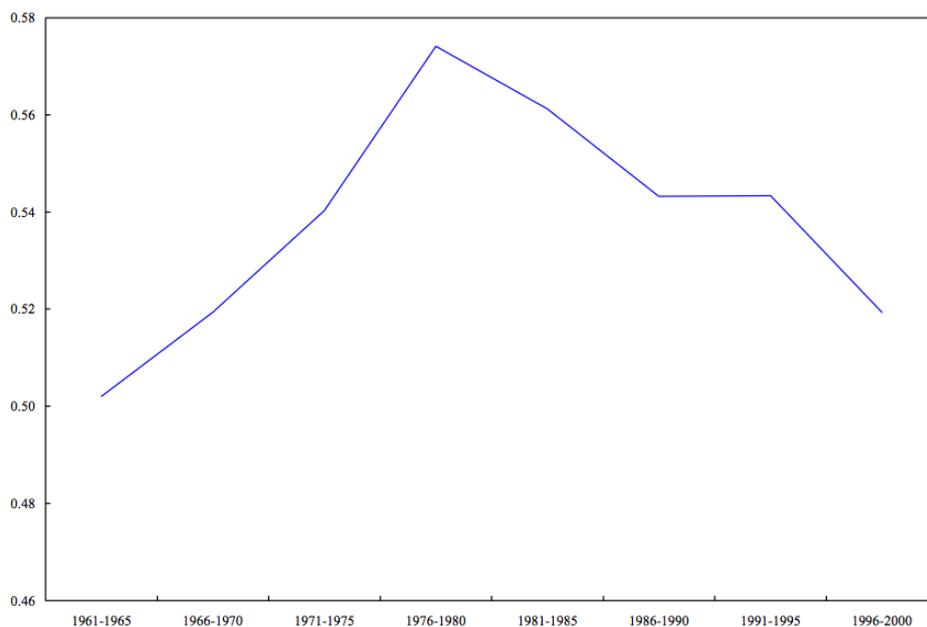


Figure 9. Part moyenne du travail par rapport au revenu national par pays. Ratio entre le revenu du travail et le revenu national (Guscina).

Le rôle distributif de l'Etat, qui « a permis de rétrécir l'écart entre les revenus des travailleurs et ceux des capitalistes » dans le modèle européen d'économie sociale de marché qui a été mis en place après la Deuxième guerre mondiale sur la base d'un large consensus de cohésion sociale, n'a cessé de régresser depuis le milieu des années 1970 (Hishow 1). L'heure est venue à présent d'inverser cette tendance.

En outre, les syndicats ont joué un rôle essentiel pour promouvoir la recherche de l'égalité et de la stabilité. Dans les années 1930, cet élément a été dûment reconnu, la législation du travail étant réformée afin de donner davantage de pouvoir aux syndicats. Il en a résulté le développement de la syndicalisation et l'augmentation du pouvoir de négociation collective, ces éléments ayant entraînés l'augmentation des revenus des ménages et l'accroissement des dépenses des consommateurs, avec pour conséquence le renforcement de la cohésion sociale et de l'équité. Aujourd'hui, nous sommes exposés au danger d'emprunter la direction exactement opposée en affaiblissant les syndicats, en restreignant la négociation collective et en pesant à la baisse sur les salaires.

La stratégie de croissance post-crise élaborée par Schulten sert de contrepoids valable au modèle de croissance axé sur les exportations, générateur de déséquilibre et fondé sur l'emprunt des ménages, que l'on a connu avant la crise. Dans un monde où l'inégalité des revenus s'affirme sans cesse davantage, « le renforcement des institutions de protection sociale » et la modification des relations existant entre la part du travail et la part du capital dans le revenu national doivent se développer en toute harmonie (Amable 152). Cette évolution doit cependant se situer dans une stratégie globale visant à rendre plus strictes les normes réglementaires, car il est évident que la déréglementation est allée trop loin et s'est avérée impossible à soutenir sur le plan social comme sur le plan économique. Le Congrès de la Confédération syndicale internationale (CSI) de juin 2010 a déploré « la flexibilité du marché de l'emploi, la privatisation, la déréglementation et la libéralisation du marché » et en a appelé à « la mise en place d'un modèle de développement durable et juste pour le 21^{ème} siècle » ("Résolution").

Il ne faut pas tolérer que ce soient les marchés qui définissent la politique, or c'est précisément la situation qui a prévalu dans la crise actuelle, les responsables politiques ayant été contraints d'adopter des réformes spécifiques. « Il semble que les gouvernements aient été pris de

panique face à la nécessité de maintenir la confiance des marchés, et réagissent immédiatement à toute menace, si petite soit-elle, pesant sur leur notation » (Coats 89). Les responsables politiques ne doivent pas baisser pavillon face aux marchés, ils doivent plutôt leur tenir tête.

Relancer de manière significative la demande intérieure, qui n'est pas fondée sur la croissance économique née de la dette privée, est l'un des éléments déterminants pour ouvrir la voie à la sortie de crise. Avant la crise, l'augmentation de la demande intérieure se fondait sur l'accumulation de la dette privée aux Etats-Unis et dans d'autres économies avancées (Torres 38). Ce modèle ne peut être soutenu. Thomas Palley se montre favorable à une évolution au profit de la croissance tirée par la demande intérieure, qui remédiera à l'actuel déséquilibre des comptes en présentant un modèle de croissance qui « reconstruit le processus générateur du revenu et de la demande » (Palley, "A new approach" 60; "USA" 85). En différents endroits du monde, la mondialisation a déjà éliminé les perspectives d'autosuffisance intérieure, créant la dépendance vis-à-vis des importations. Il y aurait lieu de promouvoir la mise en place d'une politique commerciale équilibrée.

Selon Esther Busser, la désaffection vis-à-vis du paradigme actuel doit comporter une politique industrielle active (verticale) et une approche des investissements étrangers directs excluant les zones franches industrielles pour l'exportation qui constituent des havres de sécurité pour les entreprises commerciales internationales peu soucieuses de partager leurs gains avec l'ensemble de la société (108).

Le succès d'une entreprise ne saurait se mesurer seulement à la valeur pour l'actionnaire. Il faut désormais que les chefs d'entreprise fassent preuve de grandeur morale en imprimant à la stratégie et à la gouvernance de leur entreprise une *volte-face* décisive. Démanteler la sécurité sociale afin de renforcer les investissements étrangers directs, c'est opter pour la myopie au plan politique, qui a des effets destructeurs à long terme sur le plan social.

Se réapproprier la démocratie et réglementer le secteur financier

Aujourd'hui davantage encore que par le passé, pour que les politiques publiques intéressent les citoyens, il faut d'urgence qu'elles se réapproprient un rôle décisif afin de réglementer la cupidité jusqu'ici sans limite pour que la catastrophe sociale qui menace, précipitée par la crise économique et financière mondiale et les agendas politiques actuels, ne survienne pas.

Il incombe aux gouvernements de mettre fin aux agissements des intermédiaires financiers non réglementés aussi bien qu'aux activités non réglementées qui sont le fait d'institutions réglementées (système bancaire parallèle) et de mettre sur pied un outil de contrôle puissant. La taxe sur les transactions financières ainsi qu'une taxe sur « les actifs non productifs ou spéculatifs » doivent être considérées comme une contribution fiscale à laquelle il n'est pas possible de se soustraire (Habbard 132). Si les acteurs financiers, et spécifiquement les acteurs engagés sur les marchés des produits dérivés, ne souscrivent pas à l'idée de restituer une partie de leurs gains à la communauté, il faut que des réglementations et une taxation ciblée décidées par les gouvernements les y contraignent et les mettent sous pression afin de stimuler la demande des ménages et de fournir des services publics de qualité, et notamment l'éducation.

Selon Bruno Amable, l'Etat doit en effet jouer un rôle stratégique dans les activités essentielles pour l'avenir. « Tel est particulièrement le cas pour la recherche et l'activité scientifique » (153). La relance mondiale doit s'étendre à l'éducation, investissement public essentiel, et prévoir la protection de l'offre d'éducation par le biais d'une fiscalité redistributive rétrécissant l'écart salarial et renforçant la cohésion sociale.

10. Mesures en faveur d'une nouvelle économie

Dans les sept mois qui ont suivi l'effondrement de Lehman Brothers, lequel a marqué la fin du plus récent chapitre de l'histoire économique, le mouvement syndical mondial a diffusé une déclaration destinée au Sommet du G20 à Londres. Les représentants des travailleurs du monde entier ont défini une stratégie en cinq points de relance et de mise en place d'une économie mondiale pérenne. Dans la [Déclaration syndicale internationale de Londres](#), ces derniers en ont appelé aux dirigeants du G20 afin que ceux-ci, parmi d'autres mesures, prennent les décisions suivantes ;

1. mettre en œuvre un plan de relance et un programme de croissance durable coordonnés au niveau international avec un impact maximum sur la création d'emplois par l'investissement public, des politiques actives du marché du travail, la protection des plus vulnérables par le renforcement des filets de sécurité sociale, l'investissement dans « l'économie verte » pour faciliter le passage de l'économie mondiale à une croissance à faible émission de carbone. Les économies émergentes et en développement doivent avoir accès aux ressources et aux marges de manœuvre politiques leur permettant de poursuivre des stratégies anticycliques;
2. nationaliser immédiatement les banques insolvables pour restaurer la confiance et le crédit dans le système financier et partant de là, établir de nouvelles règles et de nouveaux mécanismes pour contrôler la finance mondiale avec l'entière participation des parties prenantes. A cette fin, nous proposons un plan en huit points ;
3. combattre les risques de déflation salariale et inverser la tendance à l'accroissement des inégalités de revenu en étendant la couverture des conventions collectives et en renforçant les institutions salariales afin d'établir un seuil de décence sur le marché du travail;
4. préparer le terrain pour un accord ambitieux sur le changement climatique ;
5. établir un référent juridique composé de normes et d'instruments des organisations internationales économiques et sociales – l'OIT, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC et l'OCDE. Le mouvement syndical a réclamé la réforme de ces mêmes institutions et l'instauration d'une gouvernance économique mondiale qui soit efficace et responsable (Global Unions).

La crise économique et financière a eu de lourdes conséquences sur les enseignants, les travailleurs de l'éducation et les étudiants en Europe et dans le monde entier, et les effets de cette crise se font encore sentir. La Région Europe de l'IE (CSEE), qui représente 12,8 millions d'enseignants et de travailleurs de l'éducation répartis dans 135 organisations membres, a la conviction que la réduction de la dette souveraine et des déficits par le recours à des mesures d'austérité ne constitue pas une voie à suivre valable dans le sens de la croissance économique, compte tenu de la situation que connaît l'Europe entière aujourd'hui. Dans son projet de résolution sur la crise économique et financière, le CSEE suggère des mesures d'une autre nature :

1. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent reconnaître qu'il est de leur devoir moral de chercher une issue à la crise pour le bien des générations futures et de proposer des initiatives fortes pour la croissance et l'emploi – qui nécessitent des investissements accrus dans l'éducation – afin de stimuler l'économie européenne;
2. les gouvernements nationaux doivent inverser immédiatement la politique de réductions salariales déflationnistes qui sert d'instrument d'ajustement budgétaire. La Troïka doit cesser de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats membres de l'UE et s'en remettre sur ce plan aux procédures de contrôle démocratique ;
3. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent travailler ensemble au démantèlement des paradis fiscaux tout en luttant contre la fraude et l'évasion fiscales et renforcer la coordination des politiques fiscales en Europe afin d'augmenter les recettes fiscales et d'améliorer ainsi la situation budgétaire;

4. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent harmoniser l'assiette de l'impôt de sociétés en Europe, fixer un taux d'imposition minimal pour les entreprises et adopter des systèmes d'imposition justes, efficaces et progressifs afin de collecter des recettes supplémentaires pour les budgets de l'éducation;
5. les États membres de l'Union européenne doivent sommer le secteur financier d'assumer sa juste part des coûts de la crise en exprimant un soutien unanime au Conseil de l'Union européenne afin qu'il adopte une taxe européenne sur les transactions financières. Les propositions relatives à ce système commun ne devraient pas être réduites à une coopération accrue entre les États membres sur la base de [l'article 20](#) du traité sur l'Union européenne (TUE) et des articles 326 à 334 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Elles devraient plutôt être adoptées sur la base de l'article 113 du TFUE;
6. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent proposer un cadre réglementaire et de contrôle européen efficace, qui mette en place un arbitrage réglementaire et un mécanisme central et transparent de compensation des produits dérivés de gré à gré, [une analyse macroprudentielle](#) solide et l'harmonisation des exigences de capital et de liquidités tout en limitant les prises de risque excessives;
7. la Banque centrale européenne (BCE) doit étudier toute alternative politique dans les limites de son mandat pour réduire les coûts des emprunts souverains à un niveau supportable. L'action de la BCE a été et est toujours axée dans une trop large mesure sur l'inflation plutôt que sur le chômage. Elle doit adopter une politique monétaire plus équilibrée;
8. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent soutenir l'émission d'euro-obligations conjointement soutenues en tant qu'instrument de solidarité de la dette afin de faire baisser les taux d'intérêt sur la dette souveraine ;
9. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent adopter un cadre pour l'allocation des fonds structurels non utilisés afin de soutenir un investissement durable, y compris dans l'éducation ;
10. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent accroître leurs efforts de lutte contre la corruption et aller plus loin dans une réforme de la gouvernance des entreprises, qui renforce les normes de transparence et de responsabilité et une participation démocratique ;
11. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent empêcher la privatisation et la commercialisation des services d'éducation et défendre pied à pied la valeur ajoutée de l'égalité d'accès à tous les niveaux d'un enseignement public gratuit;
12. les décideurs européens et les gouvernements nationaux doivent soutenir les structures nationales de dialogue social, les droits syndicaux, la cohésion sociale et la solidarité intergénérationnelle;
13. les syndicats doivent être associés à l'élaboration d'initiatives d'éducation effectives garantissant :
 - a. l'éducation de base et la formation initiale de qualité pour tous et à tous les niveaux ;
 - b. l'appui aux mesures de soutien et de compensation pour faire pièce au chômage ;
 - c. la mise en œuvre de programmes de lutte contre l'inégalité ;
 - d. la mise en œuvre de programmes de lutte contre les tensions sociales et la xénophobie ;
 - e. la mise en œuvre de programmes transsectoriels d'apprentissage tout au long de la vie ainsi que la reconnaissance et la validation des savoir-faire et des compétences, quelle que soit la manière dont ils ont été acquis ;
14. toutes les parties prenantes de cette crise en Europe et au-delà doivent faire preuve de force morale en étant solidaires et en préservant – par des efforts accrus – la dignité des enseignants et du personnel de l'éducation par le biais d'investissements publics supérieurs dans l'éducation et, de la sorte, tendre une main secourable et efficace aux citoyens européens éduqués et responsables, présents et futurs (CSEE, "Projet de résolution").

11. Conclusion

La crise économique et financière mondiale est en premier lieu le résultat de la cupidité des investisseurs et des spéculateurs, de même que des banques et des institutions financières. Le sauvetage en cascade des banques et la multiplication des recapitalisations en Europe ont entraîné une crise sans précédent de la dette souveraine. La responsabilité du travailleur ordinaire n'est en aucune façon engagée dans la situation actuelle.

Actuellement, toute perspective réelle de remboursement de la dette publique est indissociable d'un accroissement de la production économique. La dette souveraine de la Grèce augmente, en dépit d'une décote de 50% alors que la production ne cesse de baisser.

Le véritable problème auquel l'Europe est confrontée n'est pas celui de la dette : c'est celui du déficit de croissance.

Il est évident que les mesures d'austérité décidées en Europe auront une incidence négative sur la croissance et l'emploi. Une contraction très nette est escomptée en 2012 dans les économies périphériques « limitées par des politiques fiscales et des conditions financières très strictes ». Le FMI conclut également que les économies périphériques de la zone euro ont été frappées plus durement par la récession que les autres pays (Perspectives de l'économie mondiale 66, 64).

Les manifestations de protestation contre l'austérité qui ont vu le jour sur le continent entier ont démontré que la participation des prêteurs internationaux, en l'occurrence la Troïka, qui imposent des politiques nationales comme éléments prérequis à une assistance financière aux gouvernements en proie à des difficultés financières, est destructrice sur le plan social et contre-productive sur le plan économique. En conséquence, l'Europe connaît également une crise sociale et une crise de légitimité démocratique. Pour citer Joseph Stiglitz, « nous ne devons pas sous-estimer la mesure dans laquelle la crise et la façon dont elle a été gérée ont brisé le contrat social et tous les autres éléments qui permettent à une société de fonctionner harmonieusement » (Stiglitz 13).

L'Europe se trouve à la croisée des chemins qui restent à tracer pour l'histoire. Face à la crise économique et financière, le CSEE ne s'est pas contenté d'une simple réaction. Il a proposé des solutions de rechange alternatives aux mesures d'austérité destructrices si largement répandues en Europe aujourd'hui, tout en cherchant à éviter que la récession se poursuive.

La montée en puissance des éléments d'extrême-droite dans de nombreux pays et la crise de la légitimité démocratique qui se développe au plan européen placent les décideurs politiques devant leur choix.

L'Europe se trouve devant un grand dilemme quant à la manière de gérer la crise. Les dernières décisions que le Conseil européen a prises imposent de choisir entre, d'une part, l'approfondissement de l'intégration aux dépens de la souveraineté nationale, en vue d'appliquer des solutions coordonnées, et d'autre part, le démantèlement du projet européen et le risque de rupture de l'union économique et monétaire.

La relance européenne qui se veut viable, équilibrée et sociale, est à coup sûr indissociable de l'approfondissement de la solidarité en matière d'étalement des dettes souveraines. La question est toutefois de savoir si l'Europe est prête à s'engager dans la solidarité et, ce point étant peut-être plus important encore, si la poursuite de l'intégration au plan européen fera jouer dans une plus large mesure l'influence démocratique en donnant aux populations un rôle décisif. Il reste à voir si un cadre commun peut être mis en place en dehors d'une fédération européenne des Etats.

Bibliographie

- Alvaredo, Facundo, et al. *The World Top Incomes Database*. Web. 31 Oct. 2012.
- Amable, Bruno. "A change of model requires a new balance of power." *After the crisis: towards a sustainable growth model*. Ed. Andrew Watt and Andreas Botsch. Brussels : ETUI, 2010. 151-153. Print.
- "An Introduction to INET." 01 Dec. 2010. *YouTube*. Web. 31 Oct. 2012.
- Anselmann, Christina and Hagen M. Krämer. "The Working Rich Phenomenon: Top Incomes in Germany." *Global Labour Column*. Oct 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Auerbach, Alan and Yuriy Gorodnichenko. "Fiscal Multipliers in Recession and Expansion." *Fiscal Policy after the Financial Crisis*. Ed. Alberto Alesina and Francesco Giavazzi. Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research, 2012. n. pag. PDF file.
- Austen, Jane. *Pride and Prejudice: The Illustrated Edition*. Sourcebooks Landmark, 2010. n.pag. Kindle digital file.
- Ball, Laurence, et al. "Painful Medicine." *Finance & Development* 48.3 (2011): 20-23. PDF file.
- Barker, Alex. "Brussels shelved bank deposit scheme." *Financial Times*. 13 Sep. 2012. Web. 31 Oct 2012.
- Barnier, Michel. "Towards a European financial union and a more solid European banking sector." Peterson Institute for International Economics, Washington DC. 12 Jul. 2012. Speech.
- Barroso, José Manuel. "Discours sur l'état de l'Union 2012." Session plénière du Parlement européen, Strasbourg. Le 12 septembre 2012
- Batini, Nicoletta, et al. *Successful Austerity in the United States, Europe, and Japan*. IMF Working Paper 12/190. Washington: International Monetary Fund, 2012. PDF file.
- "Behind the Bailout." 26 Sep. 2008. PBS. Web. 31 Oct. 2012.
- Bohle, Dorothee and Béla Greskovits. "Development partnership and solidarity pact: supporting recovery in East-Central Europe." *After the crisis: towards a sustainable growth model*. Ed. Andrew Watt and Andreas Botsch. Brussels : ETUI, 2010. 154-157. Print.
- Browning, Robert. "Andrea del Sarto." *Browning's Shorter Poems*. Ed. Franklin T. Baker. New York: Macmillan, 1917. 149-160. Print.
- Busser, Esther. "A new industrial policy growth paradigm for developing countries." *Exiting from the crisis: towards a model of more equitable and sustainable growth*. Ed. David Coats. Brussels: ETUI, 2011. 107-110. Print.
- Castle, Stephen. "Europe May Need More Power to Deal With Bank Crisis." *The New York Times*. 9 May 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Coats, David. "Assessing the policies." *Exiting from the crisis: towards a model of more equitable and sustainable growth*. Ed. David Coats. Brussels: ETUI, 2011. 87-91. Print.
- Cohan, Peter. "Big Risk: \$1.2 Quadrillion Derivatives Market Dwarfs World GDP." *Daily Finance*. 9 Jun. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- . "SEC should ban hedge funds from pulling out their money, then shorting." *Daily Finance*. 19 Sep. 2008. Web. 31 Oct. 2012.
- Conseil de l'Union européenne. *Messages clés en matière d'éducation et de formation adressés au Conseil européen de printemps. 2923ème session du Conseil Education, Jeunesse et Culture, le 16 février 2009*. Bruxelles: Conseil, 2009. Fichier PDF.
- Daley, Suzanne. "An Awakening That Keeps Them Up All Night." *The New York Times*. 6 Jun. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Euripides. *The Cyclops*. Trans. E.P. Coleridge. Adelaide: University of Adelaide, 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Conseil européen. *Conseil européen 25 et 26 mars 2010. Conclusions*. Bruxelles: Conseil

- européen, 2010. Fichier PDF.
- Comité syndical européen de l'éducation (CSEE). *Cadre d'action et de campagne du CSEE sur la crise économique 2012*. Analyse de la mini-enquête. Bruxelles: CSEE, 2012. Fichier PDF.
- . "Projet de résolution sur la crise économique et financière". *Comité du CSEE, 8-9 octobre 2012*. CSEE : Bruxelles, 2012. Fichier PDF.
- Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES). *Déclaration de la CES sur la Grèce adoptée par le Comité exécutif le 7 mars 2012*. Bruxelles: CES, 2012. Fichier PDF.
- . *Stratégie et Plan d'action de la CES 2011-2015*. Bruxelles: CES, 2011. Support papier.
- . *Déclaration de la CES sur le « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire*. Adoptée par le Comité de direction de la CES le 25 janvier 2012. Bruxelles : CES, 2012. Fichier PDF.
- Eurostat. *General Government gross debt. Percentage of GDP*. Table. 31 Oct. 2012. Web.
- . "Unemployment statistics." *Eurostat*. Web. 31 Oct. 2012.
- Eurydice. *Chiffres clés de l'éducation en Europe 2012*. Bruxelles: EACEA, 2012. Support papier.
- Fitoussi, Jean-Paul, et al. *After the Crisis. The Way Ahead*. Luiss University Press, 2011. n.pag. Kindle digital file.
- "France makes its opening euro bid." Editorial. *Financial Times*. 14 June 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Gilson, Dave and Carolyn Perot. "It's the inequality, stupid." *Mother Jones*. Mar./Apr. 2011. Web. 31 Oct. 2012.
- Global Unions. *Déclaration syndicale internationale de Londres – Déclaration au Sommet du G20 de Londres*. n.p. 2009. Fichier PDF.
- Guscina, Anastasia. *Effects of Globalization on Labor's Share in National Income. IMF Working Paper*. Washington: IMF, 2006. PDF file.
- Habbard, Pierre, et al. "The regulation of financial markets." *Exiting from the crisis: towards a model of more equitable and sustainable growth*. Ed. David Coats. Brussels: ETUI, 2011. 127-133. Print.
- Hishow, Ognian N. "The Political Economy of Labor-Capital Income Imbalances European Solutions." *7th Global Labour University Conference: The Politics of Labour & Development, Johannesburg, South Africa, 28 - 30 Sep. 2011*. Web. 31 Oct. 2012.
- Hope, Kerin. "Greece urged not to waste austerity measures." *Financial Times*. 27 Jul. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Organisation internationale du travail. *Crise de l'emploi dans la zone euro: Tendances et réponses politiques*. Genève: OIT, 2012. Fichier PDF.
- . *Impact of the global economic recession on education*. Geneva: ILO, 2009. PDF file.
- . *Le Pacte mondial pour l'emploi: Cohérence des politiques et coordination internationale*. Genève: Bureau international du travail, 2009. Fichier PDF.
- . *Le point sur les aspects sectoriels dans le contexte de la reprise économique: éducation et recherche*. Genève: OIT, 2011. Fichier PDF.
- Fonds monétaire international (FMI). *Etude de contagion 2012*. Washington: FMI, 2012. Fichier PDF.
- . *Perspectives de l'économie mondiale octobre 2012. Coping with High Debt and Sluggish Growth*. Washington: IMF Publication Services, 2012. PDF file.
- "Investir dans l'avenir. Déclaration commune sur l'éducation, la formation et la recherche." Bruxelles: Partenaires sociaux européens de l'éducation, 2011. Fichier PDF.
- "La CSI met en garde le FMI: il ne faut pas laisser la Troïka dicter des politiques d'austérité néfastes". *CSI*. 14 octobre. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Kennedy, John F. "Inaugural Address." 1961 Presidential Inaugural. Capitol Building, Washington, D.C. 20 Jan. 1961.
- Khatriwada, Sameer. *Stimulus Packages to Counter Global Economic Crisis: A Review*. Geneva: International Institute for Labour Studies, 2009. PDF file.
- Kissinger, Henry. *Diplomacy*. New York: Simon & Schuster, 1994. Print.

- Krugman, Paul and Richard Layard. "A manifesto for economic sense." *Financial Times*. 27 Jun. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Liqun, Jin and Keyu Jin. "Europe should stop arguing and look to Asia." *Financial Times*. 7 Jun. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Masters, Brooke. "British banks body bows out of Libor." *Financial Times*. 25 Sep. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- "Merkel: 'My vision is political union.'" *EurActiv.com*. 26 Jan. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Nordstrum, L. E. "A Sisyphean complex? Economic and cost constraints in filling teacher quantity and quality gaps." *Teacher Education and the Challenge of Development: A Global Analysis*. Ed. Bob Moon. New York: Routledge, 2012. 32-50. Print.
- Organisation de coopération et de développements économiques. *Stimuler l'emploi et les revenus – les enseignements tirés de la réévaluation de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi*. Paris: Editions OCDE, 2006. Fichier PDF.
- . *Regards sur l'éducation 2012: les indicateurs de l'OCDE*. Paris: Editions OCDE, 2012. Support papier.
- . "Perspectives économiques de l'OCDE." 2012/1.91 (2012): 200. Support papier.
- Palley, Thomas I. "A new approach to growth." *Exiting from the crisis: towards a model of more equitable and sustainable growth*. Ed. David Coats. Brussels: ETUI, 2011. 55-60. Print.
- Palley, Thomas I. "USA." *Exiting from the crisis: towards a model of more equitable and sustainable growth*. Ed. David Coats. Brussels: ETUI, 2011. 79-85. Print.
- Rehn, Olli. "Towards a genuine economic and monetary union." Committee on Economic and Monetary Affairs Meeting, European Parliament, József Antall Room 2Q2, Brussels. 3 Sep. 2012. Speech.
- "Résolution sur le modèle de développement durable et juste." *Deuxième Congrès mondial de la Confédération syndicale mondiale (CSI), 21 – 25 juin 2010, Vancouver, Canada*. Bruxelles: CSI, 2010. Fichier PDF.
- Roxburgh, Charles et al. *Debt and deleveraging: Uneven progress on the path to growth*. New York: McKinsey Global Institute, 2012. PDF file.
- Samuelson, Paul A. and William D. Nordhaus. *Economics*. 19th ed. Delhi: Tata McGraw-Hill, 2010. Print.
- Schulten, Thorsten. "A European minimum wage policy for a more sustainable wage-led growth model." *After the crisis: towards a sustainable growth model*. Ed. Andrew Watt and Andreas Botsch. Brussels: ETUI, 2010. 100-103. Print.
- Shakespeare, William. *A Midsummer Night's Dream*. New Haven: Yale University Press, 2005. Print.
- Sherman, Arloc and Chad Stone. "Income gaps between very rich and everyone else more than tripled in last three decades, new data show." *Center on Budget and Policy Priorities*. 25 Jun. 2010. Web. 31 Oct. 2012.
- "Spanish Protests, German Prescriptions." Editorial. *The New York Times*. 1 Oct. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Simon, Frédéric. "France hesitates on federalist leap to save the euro." *EurActiv.com*. 30 May 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Stiglitz, Joseph. Preface. *Exiting from the crisis: towards a model of more equitable and sustainable growth*. Ed. David Coats. Brussels: ETUI, 2011. 9-15. Print.
- "The euro crisis casts a chill over a sunnier economic picture." *The Economist*. 21 Apr. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- "The lessons the rest of the world should—and should not—take from Germany." *The Economist*. 14 Apr 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Thomas, Landon Jr. "In Europe, Banks Borrowing to Stay Ahead of the Tide." *The New York Times*. 10 Jun. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Torres, Raymond. "Incomplete responses to the Great Recession: costs and policy implications." *Exiting from the crisis: towards a model of more equitable and sustainable growth*. Ed. David Coats. Brussels: ETUI, 2011. 37-46. Print.

- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. *The MDGs in Europe and Central Asia: achievements, challenges and the way forward*. New York: United Nations, 2010. Print.
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. *La crise cache: les conflits armés et l'éducation*. Paris: UNESCO, 2011. Support papier.
- Unmack, Neil. "How to afford bailouts for Italy and Spain." *Reuters Breakingviews*. 8 Aug. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Watt, Andrew and Andreas Botsch. Introduction. *After the crisis: towards a sustainable growth model*. Ed. Andrew Watt and Andreas Botsch. Brussels : ETUI, 2010. 5-14. Print.
- Wolf, Martin. "The impact of fiscal austerity in the Eurozone. " *Financial Times*. 27 Apr. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- . "We still have that sinking feeling." *Financial Times*. 10 Jul. 2012. Web. 31 Oct. 2012.
- Woodford, Michael. "Simple Analytics of the Government Expenditure Multiplier." *American Economic Journal: Macroeconomics* 3.1 (2011): 1–35. Print.
- Banque mondiale. Foreword. *Averting a Human Crisis During the Global Downturn: Policy Options from the World Bank's Human Development Network*. Washington: World Bank, 2009. vii. PDF file.

Annexe 1

Liste des déclarations du CSEE sur la crise économique et financière

17 septembre 2012	<u>Déclaration du CSEE sur la Grèce: Le CSEE est solidaire des enseignants grecs</u>
27 mars 2012	<u>Solidarité avec les organisations membres en Espagne</u>
7 décembre 2011	<u>Déclaration du CSEE sur l'éducation en Roumanie</u>
16 novembre 2011	<u>Déclaration du CSEE: Le CSEE appelle à un moratoire sur les politiques d'austérité au Portugal</u>
10-11 octobre 2011	<u>Déclaration du CSEE sur la crise économique</u>
10-11 octobre 2011	<u>Le CSEE appelle à une action de solidarité vis-à-vis de la Grèce – Déclaration du Comité du CSEE</u>
30 mars 2011	<u>Déclaration du CSEE sur la situation en Grèce</u>
23 février 2011	<u>Déclaration du CSEE sur la situation au Portugal</u>
5 novembre 2009	<u>Déclaration du CSEE sur la situation en Hongrie</u>
3 novembre 2009	<u>Déclaration du CSEE sur les licenciements d'enseignants en Finlande en 2009</u>

Liste des rapports du CSEE portant sur la crise

2012	<u>Cadre d'action et de campagne du CSEE sur la crise économique 2012 – Analyse de la mini-enquête</u>
Août 2010	<u>Rapport de la Conférence finale du CSEE sur l'impact de la crise économique sur le secteur de l'éducation</u>
Septembre 2010	<u>Evaluer l'impact de la crise économique sur le dialogue social dans l'éducation – Etude européenne sur l'impact de la crise économique sur les différents contextes nationaux du secteur de l'éducation vu par les syndicats d'enseignants</u>
Mars 2010	<u>Séminaire du CSEE – Impact de la crise économique sur le secteur de l'éducation</u>

Liste des résolutions

- 23-25 novembre 2009 [Résolution pan-européenne sur la crise économique et la privatisation](#)
- 23-25 novembre 2009 [Résolution pan-européenne: Réaction des syndicats face à la crise économique](#)

Lettres

- 10 septembre 2012 Lettre de solidarité du CSEE avec OZ PŠaV (Slovaquie)
- 19 juillet 2012 Lettre de solidarité du CSEE avec les organisations membres en Espagne
- 29 novembre 2011 Lettre de solidarité du CSEE avec les organisations membres du Royaume-Uni
- 28 novembre 2011 Lettre d'appui du CSEE aux enseignants hongrois dans le cadre de la manifestation du 3 décembre
- 27 janvier 2011 Lettre d'appui du CSEE aux enseignants serbes en grève
- 3 décembre 2010 Lettre d'appui du CSEE aux organisations tchèques dans le cadre de l'action du 8 décembre menée contre les réductions salariales dans le secteur public
- 6 octobre 2010 Lettre d'appui du CSEE à l'action du CITUB (Bulgarie)
- 27 novembre 2009 Lettre d'appui du CSEE au LIZDA (Lituanie)
- 14 septembre 2010 Demande d'action du CSEE en relation avec les prises de position de l'UE dans le cadre du Sommet G20 à Séoul, Corée du Sud, 11 – 12 novembre 2010